Les élections européennes de juin 2004 en Pologne, République tchèque et Slovaquie : analyse des scrutins

Cyrille Billaud, François Richard

▶ **To cite this version:**

Cyrille Billaud, François Richard. Les élections européennes de juin 2004 en Pologne, République tchèque et Slovaquie : analyse des scrutins : Etudes du CEFRES n° 1, 2004. 2004. halshs-01159969

HAL Id: halshs-01159969
https://shs.hal.science/halshs-01159969

Submitted on 4 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les élections européennes de juin 2004 en Pologne, République tchèque et Slovaquie : analyse des scrutins

Cyrille BILLAUD et François RICHARD

Introduction :

- Le contexte général :

Les élections européennes sont intervenues un peu plus de six semaines après l'adhésion de la République tchèque, de la Pologne et de la Slovaquie à l'Union européenne, et ceci dans un contexte de crise politique larvée dans les trois pays. En République tchèque, le gouvernement de coalition mené par les sociaux-démocrates du ČSSD a du faire face à des difficultés internes et externes. Disposant d'une très faible majorité à la Chambre des députés (101 voix sur 200), l'unité de la coalition gouvernementale, regroupant les sociaux-démocrates avec les libéraux de l'US-DEU et les démocrates-chrétiens du KDU-ČSL, s'est vue affaiblie et parfois remise en cause suite aux menaces de certains députés de quitter les rangs de leur groupe parlementaire. Ce fut notamment le cas au mois de mars, lorsque deux députés de l'US-DEU décidèrent d'abandonner leur formation politique, tout en demeurant dans leur groupe parlementaire. Ensuite, le Premier ministre et président du parti ČSSD, Vladimír Špidla, fut déstabilisé au sein de sa propre formation et a été obligé de se défendre sur plusieurs fronts. D'une part, au mois de février, une vingtaine de députés sociaux-démocrates, dont Jan Kavan, ex-chef de la diplomatie tchèque, s'était plainte de la mauvaise communication avec les membres du parti présents au gouvernement. De plus, les décisions impopulaires prises par le gouvernement Špidla (réforme des finances publiques, ajustement du taux de TVA, augmentation des loyers) semèrent le trouble chez les sociaux-démocrates. D'autre part, Vladimír Špidla dut résister aux ambitions personnelles de certains membres du son parti, dont son premier vice-président et ministre de l'Intérieur, Stanislav Gross, qui n'a jamais exclu de se présenter à la présidence du parti, et du « retraité de Vysočina », l'ancien Premier ministre Miloš Zeman, qui a tenté tout au long du premier semestre 2004 de faire un retour sur la scène politique, sans grand succès toutefois[1].

[1] Lors d'un meeting organisé à Most, en Bohême du Nord, le 25 avril 2004, par l'un de ses fidèles, le député Josef Hojdar, l'ancien Premier ministre a alors accusé Vladimír Špidla de ne pas respecter le programme

En outre, le gouvernement de coalition, suite à ses échecs répétés, a connu une chute dans les sondages. Tout d'abord, à cause de l'imbroglio politique qu'a suscité la nomination du commissaire européen tchèque : au mois de février, le gouvernement nommait en effet au poste de commissaire européen Miloš Kužvart, ancien ministre de l'Environnement. Une semaine plus tard, l'envoyé de Prague à Bruxelles renonçait à son poste, victime, selon lui, du manque de soutien de son gouvernement et de la diplomatie tchèques (il est vrai que sa candidature avait été contestée par Cyril Svoboda, ministre des Affaires étrangères et membre du KDU-ČSL). L'équipe Špidla a donc dû nommer un nouveau commissaire, en l'occurrence le représentant tchèque auprès de l'UE, Pavel Telička. Malgré sa courte appartenance au parti communiste juste avant la chute du régime en 1989, il fut bien accueilli par Bruxelles. Il en fut tout autrement pour le président de la République, Václav Klaus, lequel a insisté sur « ce passé communiste qui en disait long sur le caractère du futur commissaire »[2]. Ensuite, le gouvernement fut confronté à un nouveau coup dur lorsque son projet de loi sur les loyers fut rejeté par la Chambre des députés, après sept heures d'âpres négociations, en raison du nombre insuffisant de députés de la coalition gouvernementale présents lors du vote final de la loi. Enfin, la hausse du chômage qui a atteint le niveau record de 10,9% en mars 2004, et l'impossible réforme des finances publiques n'ont pas aidé le gouvernement à se rapprocher de l'opinion publique tchèque.

En Pologne, il s'agit plutôt d'une crise politique ouverte, le Premier Ministre Leszek Miller ayant démissionné le 2 mai au matin, laissant la place à l'économiste Marek Belka. Celui-ci a été chargé de former un nouveau gouvernement par le président Aleksander Kwaśniewski. Mais la recherche d'une majorité s'est révélée extrêmement difficile, les post-communistes du SLD (Alliance de la Gauche Démocratique) ne disposant avec leurs alliés de l'Union du Travail que de 172 sièges sur 460 au Parlement. Dans cette optique, un accord a été tenté avec des députés en rupture de ban du SLD mais aussi de *Samoobrona* (Autodéfense), rassemblés dans le Groupe Parlementaire Fédératif (FKP), fort d'une quinzaine de représentants. Le refus de ce dernier d'apporter son soutien au nouveau gouvernement ainsi que celui des élus de la Social-Démocratie Polonaise (SdPl), issue d'une scission du SLD, a été à l'origine de l'échec du premier vote de confiance dans la deuxième quinzaine du mois de mai, l'opposition récoltant près de 260 voix.

électoral et de menacer l'existence même de la social-démocratie. *« Dans chaque parti et dans chaque pays, la dératisation est parfois nécessaire »* avait-il déclaré. Source : ČTK, 25 avril 2004.

[2] Interview de Václav Klaus à la radio Frekvence 1, 9 mars 2004.

De ce fait, la consultation européenne revêtait un important enjeu national, celui de tester la popularité de l'équipe sortante (rappelons que, dans les sondages, le SLD et l'UP n'étaient que rarement crédités de plus de 5 % des suffrages), et de servir aux principales formations d'opposition de 'galop d'essai' dans la perspective proche d'élections anticipées. La coalition SLD – UP décida, tout comme pour les précédentes législatives, de se présenter unie, alors que le tout nouveau SdPl décidait de faire cavalier seul. L'opposition était quant à elle composée, d'une part, par les groupements populistes anti-européens, *Samoobrona* d'Andrzej Lepper et la droite nationaliste constituée par la Ligue des Familles Polonaises (LPR) et, d'autre part, par la droite modérée incarnée par la Plateforme Civique, par le parti conservateur eurosceptique 'Droit et Justice' (PiS), mais aussi par l'Union de la Liberté (UW) éliminée du parlement lors des élections de 2001. A cela vint s'ajouter une multitude de petites formations diverses dont les chances de passer le seuil des 5 % étaient quasiment nulles, parmi lesquelles l'Union pour une Politique Réaliste (UPR), le Comité National Electoral (NKW), l'Initiative pour la Pologne (IdP) ou encore le Parti Polonais du Travail (PPP).

En Slovaquie, ces élections européennes venaient clôturer un agenda électoral chargé, qui s'était ouvert, en avril dernier, par les élections présidentielles et par le référendum relatif à des élections législatives anticipées. De ces derniers scrutins, le gouvernement de centre-droit, mené par la formation démocrate-chrétienne de Mikuláš Dzurinda (SDKÚ), était sorti affaibli et divisé. La coalition gouvernementale avait échoué lors des élections présidentielles, faute d'avoir pu présenter un candidat commun. De plus, la coalition gouvernementale avait appelé à ne pas aller voter lors du référendum relatif aux élections législatives anticipées, qui fut effectivement invalidé du fait d'une participation inférieure à 50 %.

- Des modes de scrutin particuliers :

En République tchèque et en Slovaquie, les lois électorales relatives aux élections européennes furent adoptées par les parlements nationaux respectivement le 18 février 2003 et le 10 juillet 2003 [3]. Dans les deux cas, il s'agit d'un scrutin de liste nationale où le seuil

[3] Pour la République tchèque, la loi n°62/2003 du 18 février 2003 relative aux élections pour le Parlement européen est consultable sur le site du Ministère de l'Intérieur tchèque : http://www.mvcr.cz/2003/volby_info.html
Pour la Slovaquie, la loi n°331/2003 du 10 juillet 2003 relative aux élections pour le Parlement européen est consultable sur le site du Ministère de l'Intérieur slovaque : http://www.minv.sk/

d'obtention des sièges est fixé à 5% des voix exprimées. Le scrutin tchèque se présente sous la forme d'un vote préférentiel pour deux candidats par liste. Chaque électeur a la possibilité de choisir lors du vote deux candidats sur une seule des listes déposées. En Slovaquie, il s'agit d'un vote préférentiel pour une seule personne sur une seule liste. Les listes doivent être déposées 65 jours avant l'échéance électorale et sont soumises à un impératif financier : en République tchèque, pour se voir accorder le droit de concourir aux élections européennes, chaque liste doit payer une somme de 15 000 Couronnes tchèques (environ 500 Euros) ; en Slovaquie, cette somme s'élève à 50 000 Couronnes slovaques (environ 1200 Euros).

La loi électorale tchèque stipule que le mandat européen n'est pas cumulable avec d'autres mandats nationaux. Elle fixe le mode de remboursement de la campagne électorale : les listes ayant obtenu au moins 1% des voix recevront un remboursement égal à 30 Couronnes tchèques (1 Euro) par voix obtenue. La diffusion de la campagne électorale dans les médias (radio et télévision) est limitée, au total et pour l'ensemble des listes, à une durée de quatorze heures pendant les 16 jours précédant le premier jour des élections et devra s'interrompre quarante-huit heures avant les élections. La publication des sondages est interdite durant les soixante-douze heures précédant l'échéance électorale, ainsi que les jours du scrutin.

La loi électorale slovaque ne fixe aucun mode de remboursement de la campagne électorale, puisque celui-ci est « soumis au décret spécial du ministre de l'Intérieur après consultation du ministre de l'économie ». Un amendement à cette loi, adoptée le 18 mai 2004, rend impossible le cumul d'un mandat européen avec un mandat national. Concernant l'accès aux médias audiovisuels, ceux-ci ne doivent pas accorder plus de trente minutes de temps de parole par liste (pour l'ensemble des trois semaines de campagne électorale !). De plus, chaque chaîne de télévision ou de radio ne doit pas accorder au total plus de cinq heures d'antenne pour l'ensemble des listes présentes aux élections. La campagne électorale doit s'interrompre quarante-huit heures avant le jour du scrutin. La publication des sondages est interdite uniquement le jour du scrutin. Enfin, les jours et les horaires du scrutin européen étaient fixés, en République tchèque, au vendredi 11 juin, de 14 à 22 heures, et au samedi 12 juin, de 8 à 14 heures. En Slovaquie, les bureaux de vote furent ouverts le dimanche 13 juin 2004, de 7 à 22 heures.

En ce qui concerne la Pologne, les élections européennes se sont déroulées selon un mode de scrutin sous la forme de listes régionales, le pays étant divisé en treize circonscriptions (correspondant au découpage en voïvodies, certaines d'entre-elles ayant été jointes pour l'occasion, et Varsovie ayant été au contraire détachée du reste de la Mazovie). Mais la spécificité de cette loi électorale résidait dans l'existence, d'une part, d'un seuil de 5 %, celui-ci étant applicable au niveau national et non local, ce qui excluait de fait les listes se présentant dans un nombre restreint de circonscriptions. En outre, la répartition des sièges était effectivement calculée au prorata de la population, mais il était également prévu que cela soit recalculé en fonction de la participation des différentes circonscriptions. Le but des concepteurs de cette loi électorale unique était d'accorder une prime aux régions fortement urbanisées se caractérisant par un comportement électoral plus assidu, de désavantager au contraire des régions rurales plus fortement touchées par l'abstention, et de porter ainsi préjudice aux formations populistes anti-européennes y étant davantage actives.

I / Le déroulement de la campagne électorale :

Pour ce premier scrutin européen, le nombre de listes candidates était tout d'abord élevé : 32 en République tchèque, 21 en Pologne (listes régionales) et 17 en Slovaquie. En République tchèque, plus de 800 candidats concourraient pour les 24 sièges à pourvoir, soit 34 candidats par siège (ce qui est supérieur aux dernières élections parlementaires de 2002). La République tchèque se singularisait de plus par un certain nombre de listes qualifiées de « folkloriques ». Il s'agit, entre autres, de la liste « Initiative Indépendante », menée par Nora Baumbergová (plus connue sous son pseudonyme d'actrice de films pornographiques, Dolly Buster), de la liste de la station de radio d'Ostrava Helax, et de la liste « Balbínova Poetická Strana », « le parti poétique de Balbín ». Notons, par ailleurs, que l'homme d'affaire Viktor Kožený, financier douteux recherché par Interpol et résidant en dehors du territoire tchèque, présentait aussi une liste. Un siège au Parlement européen lui aurait assuré une immunité parlementaire et lui aurait permis de revenir en République tchèque sans être inquiété par la justice. En Slovaquie, dix-sept partis politiques ou formations étaient présents, soit 184 candidats pour les 14 sièges à pourvoir (13 candidats par siège). Dans ce cas, on ne comptait que très peu de listes dites « folkloriques ». Le mouvement démocrate-chrétien rom (*Romské krest'anské demokratické hnutie v slovenskej Republike*) était la seule formation à ne présenter qu'un seul candidat.

En Pologne, la Commission électorale a d'abord reçu 31 listes, mais compte tenu de l'obligation de réunir dix mille signatures par circonscription, ce nombre a rapidement décru. En outre, la disposition consistant à autoriser les partis ayant rassemblé un nombre élevé de signatures dans au moins sept circonscriptions à se présenter dans l'ensemble du pays revenait à avantager les formations présentes sur l'ensemble du territoire. De fait, 13 listes seulement parvinrent à remplir cette condition, PiS recueillant plus de 250 000 signatures, devant la Plateforme Civique et le SLD. L'ensemble de ces groupements avait ensuite le droit de disposer d'un temps d'antenne gratuit sur les ondes des chaînes de télévision et de radio publiques.

A cela s'ajoutèrent huit autres listes qui parvinrent à se présenter dans un faible nombre de circonscriptions (de une à cinq), leur ôtant quasiment toute chance de dépasser le seuil fatidique des 5 %. Notons enfin que le nombre total de candidats s'est élevé à plus de 1800, ce qui représentait un *ratio* de 35 postulants pour une place, la Pologne disposant de 54 sièges au Parlement européen.

L'une des spécificités de ces trois modes de scrutin est sa forte individualisation : l'électeur se voit effectivement accorder une voix préférentielle, lui donnant la possibilité de cocher le nom du candidat de son choix. Lorsqu'il ne le fait pas, sa voix est automatiquement attribuée à la tête de liste pour la Pologne. En République tchèque et en Slovaquie, chaque électeur pouvant voter de manière préférentielle pour un (cas slovaque) ou deux (cas tchèque) candidat(s) sur une seule liste. D'où une campagne fortement personnalisée, les candidats ayant intérêt pour être élus à faire le maximum de publicité autour de leur nom et de leur programme, le placement sur la liste n'étant effectivement ni la garantie d'un succès ni la certitude d'un échec. Même si les têtes de liste sont de fait avantagées, la coutume en vigueur veut que le dernier candidat bénéficie lui aussi du vote préférentiel, son nom étant bien plus visible que celui de ses colistiers placés au milieu.

La campagne électorale s'est déroulée au cours des trois semaines qui ont précédé les élections européennes. En République tchèque, les démocrates-chrétiens du KDU-ČSL n'ont pas respecté la loi électorale, puisque leur campagne a débuté dès le 8 mars, soit plus de trois mois avant l'échéance, avec pour devise : *« Premier grand envol vers l'Europe »*. Outre une campagne d'affichage massif, le parti eurosceptique ODS du Président de la République tchèque, Václav Klaus, a mené sa campagne avec le slogan : *« Vers une Union européenne de*

manière réaliste et sans illusion ». Le parti communiste KSČM prônait la proximité (*« Avec vous et pour vous, au pays comme en Europe »*). Les sociaux-démocrates du ČSSD, quant à eux, ciblèrent leur campagne sur le thème de *« l'Europe pour le peuple »*. Enfin, il faut souligner qu'officiellement, l'ancien président Václav Havel a apporté son soutien au candidat Daniel Kroupa, dissident historique, en dernière position sur la liste démocrate-chrétienne KDU-ČSL.

Dans le cas slovaque, l'information disponible pour les électeurs était des plus arides. En effet, la loi prévoyait trente minutes seulement d'antenne pour chaque formation sur les trois semaines de campagnes. L'Eglise catholique slovaque s'est aussi immiscée dans la campagne en appelant tous les catholiques à voter.

La campagne électorale en Pologne a été active essentiellement dans les dernières semaines précédant le scrutin, les formations politiques les plus prospères organisant meetings et rassemblements ou participant à des émissions télévisées ou radiodiffusées. La campagne a revêtu une forte dimension nationale, mais également européenne, les partis se prononçant pour ou contre le projet de future Constitution européenne et donnant leur avis, de manière plus générale, sur la forme que devrait revêtir la construction de l'Europe *stricto sensu*. A cet égard, 'Droit et Justice' est sûrement le parti qui a le plus axé son argumentaire sur ce thème, appelant à rejeter le projet constitutionnel si celui-ci ne devait pas comprendre la mention de l'héritage chrétien de l'Europe.

La Ligue des Familles Polonaises a surenchéri en demandant, tout comme *Samoobrona*, une renégociation des termes de l'adhésion. Elle assura vouloir défendre l'identité du pays face à la 'colonisation' occidentale. Mais la campagne s'est également déroulée au niveau régional, au sein des grandes circonscriptions électorales précédemment mentionnées, les candidats d'une même liste se répartissant bien souvent les secteurs géographiques dont ils sont originaires et où ils sont les mieux implantés. Ceux-ci ont bien souvent fait assaut de déclarations sur leur volonté de faire du lobbying pour leur région, afin d'obtenir le maximum de fonds européens.

II / Les résultats :

a / Une participation décevante :

La très faible participation polonaise – de l'ordre de 20 % des électeurs inscrits – n'est pas en soi une surprise, les institutions de sondage prévoyant pour les plus optimistes entre 25 et 35 % et pour les plus pessimistes moins de 20 %. Il était particulièrement attendu que les habitants des campagnes ne se déplaceraient pas en masse, les prévisions les plus faibles donnant moins de 10 % de participation.

En outre, les taux de participation aux différents scrutins sont généralement extrêmement bas en Pologne depuis 1989 et ne dépassent que très rarement (lors des élections présidentielles) la barre des 50 %. Ils plafonnent même le plus souvent aux alentours de 40 à 45 %. Cela n'est néanmoins pas à mettre en rapport avec le mode de scrutin majoritaire ni avec l'éloignement relatif des instances élues : les taux les plus bas sont en effet enregistrés pour les élections locales (environ 40 %), et ce même lors de la précédente consultation de 2002 où les électeurs ont eu, pour la première fois, l'occasion de se prononcer directement sur le nom de leur maire (ce qui n'a pas été sans créer des difficultés quand on sait que le conseil municipal est toujours désigné par un scrutin de liste). De même, les élections sénatoriales et législatives partielles connaissent des taux de participation inférieurs à 5 %.

La participation fut très faible également en République tchèque (voir carte 1), où elle a eu du mal à atteindre les 28%. Comme lors du référendum de 2003, la participation fut particulièrement faible en Bohême du Nord et en Moravie du Nord, régions fortement touchées par le chômage (mines, aciéries restructurées). Dans les circonscriptions de Cheb, Sokolov, Děčín, Most, Teplice et Česká Lipa, la participation n'a pas dépassé les 24 %. Dans celle de Chomutov, le taux de participation le plus bas fut enregistré (moins de 20 %). En Moravie du Nord, les taux de participation dans les circonscriptions de Karvina et de Bruntál furent respectivement de 20,5 % et 21,5 %. En revanche, les électeurs résidant dans les grandes villes et dans leurs périphéries se sont davantage déplacés aux urnes. C'est le cas notamment à Plzeň, Brno, České Budějovice, Hradec Králové, et surtout à Prague où furent enregistrés les meilleurs taux de participation (34,61 % en moyenne et 42 % pour l'arrondissement de Prague 6). Toutefois, la ville d'Ostrava, la troisième du pays par le nombre d'habitants, a connu une participation faible, atteignant de justesse les 24 %.

La Slovaquie (voir carte 2), bonne dernière dans le classement européen de la participation des électeurs, ne compta que 17 % de participation. À l'ouest, dans les circonscriptions de Malacky, Senica, Skalica et Myjava, au nord autour de Čadca et à l'est dans les circonscriptions de Snina, Vranov nad Toplou et Michalovce, la participation n'a pas dépassé les 14%. Le plus faible taux a été enregistré à Snina (11,19%). Comme en République tchèque, les électeurs se sont mobilisés principalement dans la capitale et les villes moyennes (Bratislava, Prešov, Trenčin, Levice, Dolný Kubín, Tvrdošin, Krupina). La meilleure participation fut enregistrée dans le premier arrondissement de Bratislava, avec 29,5%. En revanche, il existe de fortes disparités selon les arrondissements à Košice, seconde ville du pays : si le premier arrondissement de la ville atteint timidement les 20%, les trois autres demeurent en deçà de la moyenne nationale (17%).

Plusieurs faits peuvent être apportés pour l'explication de cette faible participation. Premièrement, il s'agit de la première élection de ce type. Institution d'une grande originalité, le Parlement européen est la première assemblée transnationale élue au suffrage universel. Par son caractère inédit, elle est plus difficile à comprendre pour le grand nombre des électeurs. Deuxièmement, comment peut-on désigner une institution transnationale à partir d'une compétition électorale organisée dans un cadre strictement national ? Les élections européennes sont encore une simple juxtaposition de vingt-cinq moments électoraux. Troisièmement, la présence de listes d'extrême gauche, d'extrême droite ou souverainistes, qui souhaitent siéger dans une institution appartenant à un ensemble dont elles contestent le principe même, n'a guère apporté de lisibilité aux électeurs quant à la signification de l'élection.

Dans le cas slovaque, une certaine « fatigue démocratique » a pu se faire sentir. Les électeurs se sont déplacés aux urnes par deux fois en avril (élections présidentielles et référendum). De plus, pour le scrutin du référendum, le parti à la tête de la coalition gouvernementale, la SDKÚ de Mikuláš Dzurinda, avait appelé à l'abstention (une participation supérieure à 50% aurait validé le référendum, ce qui aurait conduit à la mise en place d'élections anticipées).

Enfin, outre la faiblesse traditionnelle de la participation en Pologne, le pays était plongé dans une crise politique, et il a par ailleurs été secoué durant ces derniers mois par plusieurs affaires de corruption de grande ampleur touchant le parti au pouvoir, le Premier

Ministre et son entourage. De plus, le discrédit de la classe politique et des institutions étatiques n'est pas récent, la précédente législature ayant été également émaillée par ce genre d'évènements. D'où la montée des forces populistes contestant la légitimité même du système et l'ébranlement du système partisan tout entier. Il convient également de mentionner le fait que ces élections sont intervenues en pleine fête religieuse, ce qui pourrait partiellement expliquer la désaffection des électeurs.

Toutefois, les principaux éléments d'explication de cette très forte abstention sont à rechercher dans la nouveauté du scrutin et dans l'éloignement que ressentent les électeurs à l'égard des institutions communautaires en général et du Parlement européen en particulier. L'absence de pédagogie de l'Europe et la méconnaissance, voire l'ignorance des électeurs, ont été renforcées par la dimension quasi exclusivement nationale qu'a revêtu le scrutin. En outre, ce désintérêt du corps électoral peut également s'interpréter comme le signe d'une usure des élites politiciennes et des mécanismes de la démocratie représentative en général, tout comme une protestation vis-à-vis de l'absence d'effets concrets immédiats de l'adhésion à l'UE.

b / Les grandes tendances nationales :

- Une sanction pour les gouvernements en place :

Une des grandes tendances qui se dégage de ce scrutin européen demeure la sanction des gouvernements en place dans chaque pays. Si cela est vrai dans les cas tchèque et polonais, il faut cependant nuancer le propos dans le cas slovaque. En République tchèque, les partis formant la coalition gouvernementale (sociaux démocrates du ČSSD et chrétiens-démocrates du KDU-ČSL) ne recueillent guère plus de 18 % des voix (8,78 % pour les candidats du ČSSD, 9,57 % pour le KDU-ČSL). L'opposition, en tête dans les sondages depuis les débuts de la campagne, totalise plus de la moitié des scrutins exprimés. Le grand gagnant de ces élections, l'ODS, comptabilise 30 % des suffrages ; le KSČM en recueille 20 %.

En Slovaquie, il n'y a pas eu de vote sanction à l'égard du gouvernement. En effet, la formation à la tête de celui-ci est sortie vainqueur de ce scrutin, avec 17,09% des voix.

Cependant, elle est talonnée de très près par les partis de l'opposition nationaliste L'S-HZDS (17,04%) et de la gauche populiste représentée par le parti 'Direction', ou *Smer* (16,89%).

En Pologne enfin, comme le prévoyaient les instituts de sondage, les élections européennes ont constitué une nette sanction pour la majorité en place. Certes, les listes SLD – UP ont recueilli près de 9, 5 % des suffrages, se situant donc bien au-delà du seuil des 5 %. Mais en terme de voix obtenues, le bilan est moins flatteur : la coalition ne recueille qu'un peu plus d'un demi million de voix, ce chiffre étant à mettre en relation avec les 5,5 millions obtenus en septembre 2001, soit une division par onze (le SLD et l'UP avaient obtenu 41 % des suffrages exprimés mais avec une participation d'environ 45 %) !

Certes, la surprise est venue de la Social-Démocratie Polonaise, constituée seulement quelques semaines avant le scrutin, qui a réussi à passer de justesse le seuil avec 5,5 % des voix. Les deux formations constituant le FKP à la Diète, le Parti Démocratique Paysan (PLD) et le Parti des Retraités (KPEiR), qui se présentaient unies, ont obtenu moins de 1 % des suffrages. Ceci a dû quelque peu freiner leurs ardeurs et les contraindre à plus de souplesse en vue de la formation du nouveau gouvernement (la deuxième motion de confiance étant programmée pour la fin du mois de juin).

- Un fort éparpillement des voix :

Pas moins de six listes ont dépassé la barre des 5% en République tchèque. Elles étaient cinq en Slovaquie. Un autre constat est celui de la montée des eurosceptiques (tandis que le Parti communiste obtenait en République tchèque 20% des voix, *Smer* et L'S-HZDS comptabilisaient à eux deux en Slovaquie plus du tiers des suffrages exprimés). Enfin, une autre tendance se dessine qui est la faillite des libéraux. En Slovaquie, le parti ANO de Pavol Rusko, membre de la coalition gouvernementale, n'a obtenu que 4,65% des voix. En République tchèque, les quatre partis libéraux regroupés au sein de la coalition ULD (*Unie Liberálních Demokratů*) se sont effondrés en ne recueillant que 1,69% des suffrages.

La Pologne obtient une fois encore le record d'éparpillement des voix, pas moins de huit listes ayant obtenu des députés : outre les formations suscitées, il faut mentionner le retour à peu près inattendu de l'Union de la Liberté qui n'était que très rarement créditée de plus de 5 % dans les sondages et qui en obtient finalement 7,5 %, soit un résultat très honorable, ce parti ayant réussi à attirer sur son nom un électorat pro-européen

traditionnellement peu mobilisable et atteint par le syndrome de la 'spirale de l'échec' à l'issue de plusieurs scrutins désastreux (législatifs mais aussi locaux).

- La montée des eurosceptiques :

Alors que l'on s'attendait à ce que *Samoobrona* talonne la Plateforme Civique (PO) et obtienne la deuxième place, cette dernière est finalement arrivée quatrième, recueillant à peine plus de 10,5 %, soit à peu près le score de la précédente consultation législative. Elle est devancée aussi bien par PiS (12,5 %, soit un score relativement moyen) mais également par la Ligue des Familles Polonaises (LPR) – beaucoup plus radicale dans ses propos – ayant obtenu près de 16 % des voix, soit un score historique pour cette formation. Cela a fait passer au second plan le fait que la Plateforme Civique est effectivement sortie vainqueur du scrutin, avec un peu plus de 24 % des voix, quoique ce résultat n'a pas tout à fait satisfait les leaders de cette formation qui espéraient une victoire plus large. Quant au Parti Paysan (PSL), il a finalement réussi à glaner un peu moins de 6,5 % des suffrages, ce qui est correct quand on sait que ce mouvement était sur une pente descendante depuis l'arrivée auprès de l'électorat rural de la concurrence représentée par *Samoobrona* mais aussi de la Ligue des Familles Polonaises. Il reste cependant très loin de ses succès d'antan (15 %), lorsqu'il détenait le portefeuille de Premier Ministre au milieu des années quatre-vingt dix.

- Le succès des « indépendants » :

En République tchèque, les électeurs ont accordé une prime aux listes indépendantes, à savoir celles de Josef Zieleniec, ancien ministre des Affaires étrangères dans les années 1990 au sein du gouvernement Klaus, et Vladimír Železný, ancien porte-parole du Forum Civique et fondateur de la première télévision privée tchèque « TV Nova ». La liste Zieleniec a obtenu plus de 11% des voix et celle de Železný 8,18%. Par ailleurs, la candidate ayant reçu le plus de votes préférentiels n'est autre que l'ancienne présentatrice de la télévision TV Nova, Jana Bobošíková, placée en seconde position sur la liste de Vladimír Železný. Ce n'est en revanche pas du tout le cas en Slovaquie où les partis 'traditionnels' (SDKÚ, ĽS– HZDS, Smer, SMK-MKP, KDH) s'imposent, de même que dans une moindre mesure en Pologne (où l'on note les scores inattendus du SdPl ainsi que de l'Union de la Liberté), alors que le KPEiR et le PLD obtiennent moins de 1 % des suffrages de même que l'IdP, le NKW, les différentes

listes d'extrême-droite (PPP, NOP, PPN), les comités de chômeurs (OKO, KROB) ou encore les Verts (*Zieloni 2004*).

c/ Différentiations régionales :

- République tchèque :

Le vote ODS se concentre massivement en Bohême centrale, dans les grandes villes et à Prague (voir carte 3) où il totalise plus de 38% des suffrages. Il dépasse les 34% en Bohême centrale (Mělník, Mladá Boleslav, Nymburk, Hradec Králové), en Bohême du sud (České Budějovice, Tábor) et à Plzeň. En revanche, il enregistre ses plus mauvais scores en Moravie du sud (Třebíč, Blansko, Hodonín, Výškov, Znojmo), terres d'élection des démocrates-chrétiens, ainsi qu'en Moravie du Nord (Karviná, Jeseník) dans les régions traditionnelles des communistes et des sociaux-démocrates.

Si l'on peut considérer l'ODS comme un parti puisant ses électeurs principalement en Bohême, son pendent morave est le parti chrétien démocrate. Ce parti recrute son électorat en Moravie du sud, à forte tradition catholique, où il réalise des scores impressionnants : 23,46% à Zd'ár nad Sázavou et à Hodonín, plus de 25% dans la circonscription de Uherské Hradiště (voir carte 4). À l'échelle nationale, ce parti a comptabilisé moins de 10% des voix. Le KDU-ČSL réalise ses plus mauvais scores principalement là où le KSČM et l'ODS recrutent leurs électeurs. En Bohême du nord, dans la région d'Ústí nad Labem, il ne dépasse pas les 3 %. Autour de Prague, il ne perce pas non plus, dépassant timidement la barre des 5%.

Un autre vote fortement localisé est celui du Parti communiste de Bohême-Moravie (voir carte 5). L'électorat communiste se localise principalement en Bohême du Nord, où le vote en faveur du KSČM est traditionnellement fort, en Silésie, en particulier dans le bassin houiller de Karviná, et autour de Plzeň. Il dépasse les 30% dans la circonscription de Táchov, où il obtient son meilleur score avec 31,58% des voix, puis dans celle de Louny (30,12%), autour de Most (30,04%) et à Karviná (30%)[4]. En revanche, il ne dépasse pas les 18% dans douze circonscriptions électorales (Prague et sa banlieue, Jablonec nad Nisou, Semily, Náchod, Ústí nad Orlicí, Brno, Vsetín, Zlín, Plzeň et Liberec) et obtient ses plus mauvais

[4] Erratum : sur la carte 5, le KSČM a obtenu 30% dans la circonscription de Karviná et devrait être en foncé sur la carte (au lieu d'être en clair).

scores dans la ville de Prague (13,51%) et dans sa banlieue, notamment à Prague-Ouest (14,75%).

Enfin, le parti de Jozef Zieleniec (SNK-ED) recrute essentiellement ses électeurs à Prague (19%) et dans sa banlieue (15%) (voir carte 6). Notons qu'il dépasse les 11% dans cinq circonscriptions : Plzeň, Jablonec nad Nisou, Liberec, Semily et Frýdek Místek. La liste de Vladimir Železný (*Nezávislí*) a percé notamment dans la circonscription de Znojmo et en Bohême du Nord (voir carte 7). En Bohême centrale et autour de Plzen, il frôle les 10%, mais les dépasse dans la région de Karlovy Vary, d'Ústí nad Labem et de Liberec, ce qui est la véritable surprise de ces élections européennes. À Znojmo, il obtient le score très élevé de 24%. Ce chiffre s'explique par le fait que Vladimír Železný a installé son quartier général de campagne dans la ville de Znojmo, en raison du fort taux d'audience que sa chaîne de télévision (TV Nova) recevait dans cette région. En ce qui concerne la Bohême du Nord, région fortement touchée par le chômage, il semble que le média, dont était propriétaire Vladimir Železný, ait influencé le choix des électeurs. Cependant, en l'absence de données fiables, nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses.

- Slovaquie :

Le parti SDKU du Premier ministre Dzurinda termine en tête dans dix-sept circonscriptions et dépasse les 20% dans vingt-deux circonscriptions électorales (voir carte 8). Il atteint son meilleur score à Kežmarok (29,39%). Son électorat se situe surtout à Bratislava et dans les grandes villes (Bratislava et Košice). Il fait ses plus bas scores dans les territoires hongrois qui ont leur propre formation démocrate-chrétienne. Le vote pour le parti démocrate-chrétien de la minorité hongroise de Slovaquie (SMK-MKP) est un vote communautaire, rural et catholique (voir carte 9). Les Hongrois représentent plus de 10% de la population. Ce parti est devenu en 1999 membre de la coalition gouvernementale, aux côtés de la SDK. Ses intérêts sont défendus par 249 maires et 5.000 élus locaux hongrois dans les municipalités. Actuellement, plus de la moitié de la population hongroise de Slovaquie vit dans des villages de moins de 2000 habitants et 43 % dans des petites villes de moins de 20.000 habitants. A Bratislava, le SMK-MKP ne dépasse pas les 9%. Dans 54 circonscriptions électorales sur 79, il ne dépasse pas les 2%. À Kysucké Nové Mesto, il obtient son plus bas score, avec 0,23% des voix. En revanche, il arrive en tête dans 14 circonscriptions et dépasse les 30% dans 12 circonscriptions : Dunajská Streda (86%), Komárno (73%), Nové Zámky (52%), Rožnava

(50,1%), Galanta (50%), Rimavská Sobota (45%), Velký Krtis (41%), Levice (37,75%), Sala (48%), Lucenec et Trebišov (33%), Revuca (32%).

Le parti de l'ancien Premier ministre Vladimír Mečiar (ĽS-HZDS) arrive en tête dans dix circonscriptions électorales, qui votent traditionnellement pour lui (nord de la Slovaquie) (voir carte 10). Il dépasse les 20% dans 27 circonscriptions, et obtient plus de 30% des voix dans six circonscriptions. Il réalise son meilleur score à Kysucké Nové Mesto (33,51%). Il ne perce pas dans les terres où l'électorat hongrois est très présent, à savoir le sud du pays (2,17% à Dunajská Streda, 6,42% à Komárno, 8% à Rimavská Sobota et à Rožnava).

Le parti de Robert Fico (*Smer*) s'impose dans quatre circonscriptions (est et centre du pays) et obtient plus de 20% des suffrages dans 18 circonscriptions (voir carte 11). Il réalise sa meilleure performance à Zvolen (33,56%) et obtient plus de 30% dans la circonscription de Poltar. Lui aussi n'arrive pas à percer dans les terres hongroises (Dunajska Streda (2,43%), Komarno 6,18%). A Bratislava, il obtient entre 10 et 15% des voix ; à Košice, entre 15 et 20 %. Sur les terres de Mečiar, il fait aussi de très bons scores où il arrive souvent en seconde position.

- Pologne :

Pour rentrer dans le détail des résultats polonais, nous avons réalisé une série de cartes à partir des données fournies par la Commission électorale. Cette analyse de géographie électorale a permis de mettre en évidence un certain nombre de constantes, parmi lesquelles la permanence du clivage Est-Ouest dans les comportements de vote. La Pologne est ainsi coupée en deux de part et d'autre d'une ligne passant le long de la Vistule. Les résultats des principales consultations électorales, ainsi que les chiffres du référendum, permettent de pencher en faveur de cette hypothèse, quel que soit le niveau territorial utilisé (les 16 voïvodies actuelles ou les 49 précédant la réforme administrative de 1998, les quelque 260 *powiats*, voire les plus de 2000 communes). Si l'on schématise, on peut être frappé par la quasi-coïncidence entre anciennes lignes de partage d'avant 1918 et comportements électoraux actuels : l'ancienne zone russe (de Białystok à Łódź en passant par Varsovie et Lublin) serait marquée par une abstention plus forte que la moyenne, par une plus grande propension à voter pour les partis populistes, qu'il s'agisse du PSL au cours des années quatre-vingt dix et de *Samoobrona* et de la LPR aujourd'hui. En revanche, le 'partage' austro-

hongrois (de Cracovie à Rzeszów en passant par Kielce) serait caractérisé par une plus forte participation aux différents scrutins, par une plus forte inclination vers la droite conservatrice, voire l'extrême-droite nationaliste et catholique.

Enfin, le « partage » prussien est lui-même divisé en deux sous-groupes : d'une part, la région de Poznań, la Poméranie de Gdańsk, la Coujavie (Toruń – Bydgoszcz) ainsi qu'une partie de la Haute Silésie autour de Katowice, rattachées à la Pologne dès 1918 – 1919, où les taux de participation sont plus élevés que dans le reste du pays et où l'emprise des partis de droite modérée est plus forte. Et, d'autre part, les 'terres recouvrées' sur l'Allemagne après 1945 (Poméranie Occidentale, Lubusie, Basse Silésie et région d'Opole), où l'on vote un peu moins massivement mais où, jusqu'à très récemment, la gauche post-communiste occupait une position quasi-hégémonique et où la proportion de 'oui' au référendum de juin 2003 a dépassé la barre des 90 %. Néanmoins, on remarquera que dans certains secteurs, les votes en faveur de *Samoobrona* et dans une moindre mesure de la LPR sont bien plus importants que leur moyenne nationale.

Les très grandes villes (notamment les capitales régionales mais aussi les chefs-lieu de la plupart des powiats) se caractérisent également par un comportement électoral complètement différent de la région qui les entoure, les votes se portant sur les partis de la droite modérée y sont beaucoup plus nombreux et la participation y est beaucoup plus élevée.

Ceci étant dit, il convient de prendre ces résultats avec quelques réserves : il ne s'agit aucunement de plaider pour une influence des facteurs géographiques sur le comportement électoral de la population polonaise. Pas plus qu'il n'est dans notre intention de suggérer l'existence d'un quelconque *genius loci* expliquant pourquoi des individus sont amenés à porter leur suffrage sur un parti en particulier.

Les arguments historiques, selon lesquels l'ancienneté de la pratique du vote (quoique limitée) dans les anciennes régions austro-hongroises et l'existence d'un minimum de démocratie et d'Etat de droit dans l'ancien partage prussien auraient leur part dans l'explication d'une conscience civique plus forte, doivent être rejetés, En outre, les taux de participation à ces élections n'ont pas été aussi contrastés qu'attendu (entre 15 et 25 % si l'on fait exception de Varsovie et des très grandes villes), ce qui a ruiné l'efficacité du mécanisme de répartition 'flottante' des sièges (dont le principe était d'ailleurs en lui-même contestable). Dans certaines voïvodies au poids démographique déjà faible, cette disposition a entraîné un

effet de disproportion non négligeable, seule une poignée de sièges étant livrée à la compétition.

En revanche, même si la thèse de l'ancienneté de l'héritage démocratique (et son contraire, l'apathie politique dans l'ancienne zone de partage russe, la 'Kongresówka') est contestable, elle n'en conserve pas moins une certaine pertinence. Mais il conviendrait de relier cela aux conséquences des déplacements de population opérés dans l'immédiat après-guerre : la totalité des habitants allemands de Silésie (a l'exception de territoires autour d'Opole) mais également de Poméranie occidentale et de Warmie-Mazurie, a été expulsée en 1945. Y ont été installées à leur place des populations polonaises venues des territoires annexés à l'Union Soviétique (Galicie orientale, autour de Lwów, ouest de l'actuelle Biélorussie, région de Vilnius). Ces populations déracinées ont, après 1989, largement accordé leurs suffrages aux représentants des formations issues de l'ancien parti communiste et se sont montrées plus réticentes envers les partis de la droite catholique provenant de Solidarité (exception faite des grandes villes, mais il s'agit là d'une constante nationale).

À l'inverse, les régions de peuplement 'traditionnel', moindrement touchées par les transferts de population (centre et est du pays), accordent plus massivement leurs suffrages aux partis paysans (PSL et Samoobrona), et dans le sud-est aux formations de la droite conservatrice. Enfin, les zones de peuplement mixte d'avant guerre (Haute Silésie, Poméranie, Grande Pologne autour de Poznań) ont une plus forte tendance à voter en faveur des partis issus de Solidarité, qu'il s'agisse de la droite libérale pro-européenne représentée par l'Union de la Liberté et aujourd'hui par la Plateforme Civique ou de la droite conservatrice eurosceptique comme Droit et Justice.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si c'est dans les régions industrialisées, aussi bien grands centres portuaires (Gdańsk) que miniers ou sidérurgiques (Katowice) qu'ont vu le jour de manière la plus précoce les mouvements de contestation au régime communiste, ce qui explique que la majeure partie de l'électorat des formations issues de Solidarité ait été constituée d'ouvriers. Ces régions ont été depuis 1989 des bastions, successivement de l'Union Démocratique, prédécesseur de l'Union de la Liberté, de l'AWS (Action Electorale Solidarité), conglomérat formé sur l'initiative du syndicat, et enfin de la Plateforme Civique (plus de 30 % des suffrages). Le comportement électoral de Cracovie et, dans une moindre mesure, de la région alentour, la Petite Pologne, constituait jusqu'à très récemment une

exception. Celles-ci accordaient majoritairement leur préférence à la droite modérée (UW puis PO) jusqu'à la montée en puissance de la Ligue des Familles Polonaises (plus de 20 % des voix).

Les résultats par voïvodies montrent effectivement que l'électorat de la Plateforme Civique, outre ses deux bastions précédemment mentionnés, se localise essentiellement dans l'ouest du pays (ex-territoires allemands), de Gdańsk à Katowice en passant par Szczecin, Poznań et Wrocław. Une particularité réside dans les scores extrêmement élevés accordés à cette même force politique en Warmie-Mazurie, région dans laquelle les partis libéraux avaient pourtant longtemps brillé par leur absence. En revanche, elle reste dramatiquement absente de tout l'est et le sud-est du pays, ses scores à Cracovie et Varsovie étant beaucoup plus faibles que prévus. Cela recoupe presque parfaitement la carte des résultats du référendum européen de l'année précédente et, plus curieusement, celui de l'électorat post-communiste 'traditionnel' : là où le SLD était quasi-hégémonique jusqu'à l'année dernière (avec souvent plus de 50 %), il se maintient mais recule fortement, tandis que la Plateforme Civique attire de 25 à 30 % des voix. De même, hormis Varsovie, l'Union de la Liberté fait ses meilleurs scores dans ces régions (particulièrement à Toruń et Poznań), tout comme la SdPl à un échelon plus négligeable.

Au contraire, ces partis sont extrêmement marginaux dans tout l'est du pays où ils laissent alternativement la place à la Ligue des Familles Polonaises (au sud-est, notamment en Subcarpathie, mais aussi dans le nord-est en Podlachie), à *Samoobrona* (Mazovie, région de Łódź, région de Lublin, en Sainte-Croix), au PSL (encore très présent dans son ancien bastion de Lublin, mais aussi en Sainte-Croix, dans la région de Łódź ainsi qu'en Mazovie). Ceci prouve la coïncidence de l'électorat du PSL avec celui de *Samoobrona*, qui a le potentiel de vote anti-européen le plus fort. Seules les grandes villes et les villes de taille moyenne témoignent d'un comportement électoral différent.

Néanmoins, en considérant un niveau d'analyse plus fin (les powiats, c'est-à-dire les districts), on constate que cette coupure est-ouest est beaucoup moins marquée que celle évoquée auparavant. Dans tout l'ouest du pays (où les votes en faveur de la LPR et de *Samoobrona* mais également du PSL sont plus faibles que la moyenne nationale), il n'est pas rare de trouver des powiats dans lesquels l'une de ces formations, voire plusieurs d'entre-elles, enregistrent des résultats très élevés. C'est le cas particulièrement en Poméranie Occidentale, en Lubusie, en Basse Silésie ou encore en Grande Pologne (Konin et Leszno). Il

s'agit le plus souvent de territoires fortement touchés par un chômage de masse à l'issue de la dissolution des grandes exploitations agricoles d'Etat (les PGR) ou de la fermeture d'une grande entreprise locale.

Ces constats plaident donc davantage pour une explication des comportements électoraux défendant la situation socio-économique et non du fait de l'héritage historique ou de la position géographique. Et ce d'autant plus que les powiats voisins, moins concernés par ce phénomène, voient les scores de ces mêmes partis divisés par deux, voire par trois. Enfin, dans la conurbation de Katowice en Haute-Silésie, même si la région est globalement caractérisée par une très forte préférence de la Plateforme Civique, certaines villes accordent leur suffrages aux représentants du SLD – UP (par exemple à Sosnowiec où le vote de gauche est traditionnellement élevé) voire au PSL dans le nord de la voïvodie (région de Częstochowa).

Conclusion :

Six semaines après l'adhésion de la République tchèque, de la Slovaquie et de la Pologne à l'Union européenne, les élections européennes se sont déroulées dans un contexte de crise politique larvée dans les deux premiers cas et ouverte dans le troisième. En République tchèque, les résultats des élections européennes ont provoqué la chute du gouvernement de coalition conduit par Vladimír Špidla. L'actuel ministre de l'Intérieur, Stanislav Gross, a été chargé de former un nouveau gouvernement de coalition ČSSD / KDU – ČSL / US – DEU. En Pologne, le Premier Ministre Marek Belka a été investi le 24 juin par une courte majorité à la Diète, le SdPl et la quasi-totalité du FKP se ralliant finalement à cette solution.

Ces élections ont surtout vu la montée des eurosceptiques. En République tchèque, les partis se réclamant de cette tendance se sont vus attribuer près de deux tiers des suffrages exprimés (ODS, KSČM et *Nezávislí*). En Slovaquie, les partis *Smer* et ĽS-HZDS recueillent à eux deux plus de 30% des voix. En Pologne, la LPR et *Samoobrona* ont reçu plus d'un quart des votes. Soulignons par ailleurs que le succès de certaines formations (SNK – ED en République tchèque et Union de la Liberté en Pologne) tient plus à un vote pro-européen qu'à un véritable vote d'adhésion : il n'est pas du tout acquis que ces partis parviennent à rentrer au Parlement national à l'issue des prochaines élections législatives.

L'extrême personnalisation du scrutin a marqué cette première élection européenne en Pologne, République tchèque et Slovaquie : là où certains partis ont voulu ou pu présenter des personnalités-phares en tête de liste jouant le rôle de 'locomotive', leur résultat a dépassé largement leur moyenne nationale. En témoigne à Varsovie le cas de la Social-Démocratie qui a réussi à glaner plus de 11 % des voix grâce à Dariusz Rosati, ancien ministre des Affaires étrangères. Ou encore de l'Union de la Liberté, qui arrive à Varsovie en deuxième position avec près de 18 % des suffrages, du fait de la présence de l'ancien chef de la diplomatie polonaise, Bronisław Geremek, mais également à Poznań de l'ancien négociateur Jan Kułakowski. Droit et Justice a obtenu un excellent score à Varsovie (plus de 20 %), cette fois-ci non pas tant du fait de sa tête de liste mais à cause de la réputation de son fondateur et actuel maire de la ville, Lech Kaczyński, par ailleurs frère jumeau de l'actuel président du mouvement. Au contraire, des personnalités dont le nom est associé à des scandales ou à des affaires de corruption ont fait les frais de ce scrutin, à l'instar de l'ancien premier magistrat de la capitale, Paweł Piskorski (PO), qui certes siègera à Strasbourg mais avec un score bien inférieur aux prévisions (la Plateforme faisant à peine plus de 16 %).

En République tchèque, il est indubitable que la liste SNK-ED a bénéficié de la présence de Josef Zieleniec en première position tout comme la liste *Nezávislí* de celle de Jana Bobošíková qui obtient davantage de voix préférentielles que son ancien *mentor* Vladimír Železný. C'est également le cas pour l'ODS, dont la tête de liste était Jan Zahradil, de même que pour le KSČM avec Miloslav Ransdorf et l'ancien cosmonaute Vladimír Remek. A l'inverse, la liste du ČSSD a été fortement handicapée par l'absence de figures charismatiques, son *leader*, Libor Rouček, étant totalement inconnu du grand public, contrairement au numéro 2, le sénateur et ancien syndicaliste Richard Falbr.

Enfin, la géographie électorale de ce scrutin n'a pas bouleversé les équations territoriales présentes au sein des trois pays. Les principaux partis ont réalisé leurs meilleurs scores là où leur domination s'est imposée au fil des élections. Toutefois, le vote pro-européen s'est davantage concentré dans les espaces urbains et périurbains que dans les espaces ruraux ou en récession. La géographie de la participation recoupe également ces constatations. Si ce scrutin a permis de faire remonter à la surface les grandes tendances nationales et territoriales, il n'en fut pas moins révélateur de certaines attitudes vis-à-vis de l'UE en Europe centrale.

Les auteurs :

Cyrille BILLAUD mène ses recherches doctorales au CEFRES sur la géographie politique et les comportements électoraux en République tchèque et en Slovaquie depuis 1990.

François RICHARD achève sa thèse au CEFRES sur la construction des partis politiques en Europe centrale post-communiste (Pologne et République tchèque) depuis 1989.

Sources :

Česká Tisková Kancelář (Agence de presse tchèque) : http://www.ctk.cz/
Ministère de l'Intérieur tchèque: http://www.mvcr.cz/
Ministère de l'Intérieur slovaque : http://www.minv.sk/
Commission électorale tchèque : www.volby.cz
Bureau des statistiques slovaque : www.statistics.sk
Radio Frekvence 1
Quotidiens polonais : *Gazeta Wyborcza* (www.gazeta.pl) / *Rzeczpospolita* (www.rp.pl) / *Życie* (www.zycie.com.pl)
Hebdomadaires polonais : *Polityka* (www.polityka.pl) / *Wprost* (www.wprost.pl) / *Newsweek Polska* (www.newsweek.pl)
Commission électorale polonaise : www.pkw.gov.pl

Index des noms de partis :

<u>République tchèque</u>

ČSSD : Parti Social-Démocrate (socialistes)
KDU – ČSL : Union Chrétienne-Démocrate – Parti Populaire tchèque (centre-droit)
KSČM : Parti Communiste de Bohême-Moravie (communistes)
Nezávislí : Indépendants (droite conservatrice)
ODS : Parti Démocratique Civique (conservateurs)
SNK – ED : Association des Indépendants – Démocrates Européens (centre-droit)
US – DEU : Union de la Liberté – Union Démocratique (libéraux)
SZ : Parti des Verts (gauche)

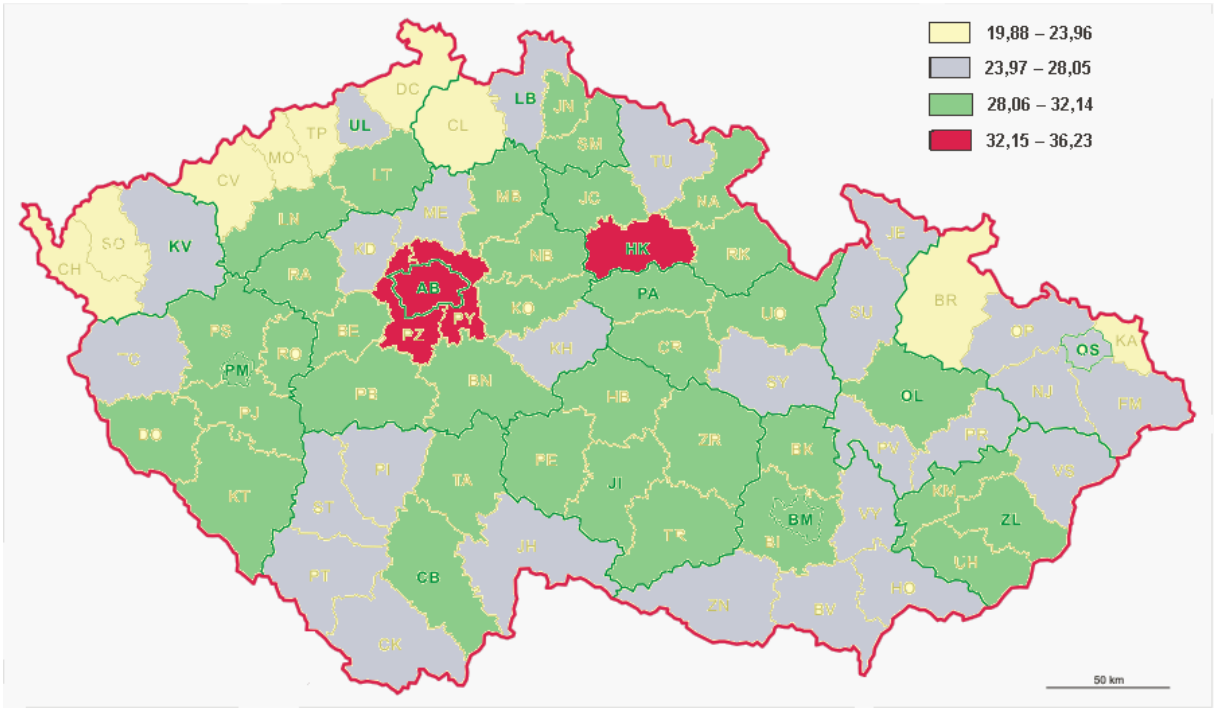
Slovaquie

ANO : Alliance du Nouveau Citoyen (libéraux)
HZD : Mouvement pour la Démocratie (parti du président Gašparovič)
KDH : Mouvement Chrétien-Démocrate (droite conservatrice)
KSS : Parti Communiste Slovaque (extrême-gauche)
L'S – HZDS : Parti Populaire – Mouvement pour une Slovaquie Démocratique (populistes)
SDKÚ : Union Démocratique et Chrétienne Slovaque (centre-droit)
Smer : Direction (gauche populiste)
SMK – MKP : Parti de la Coalition Hongroise (autonomistes)

Pologne

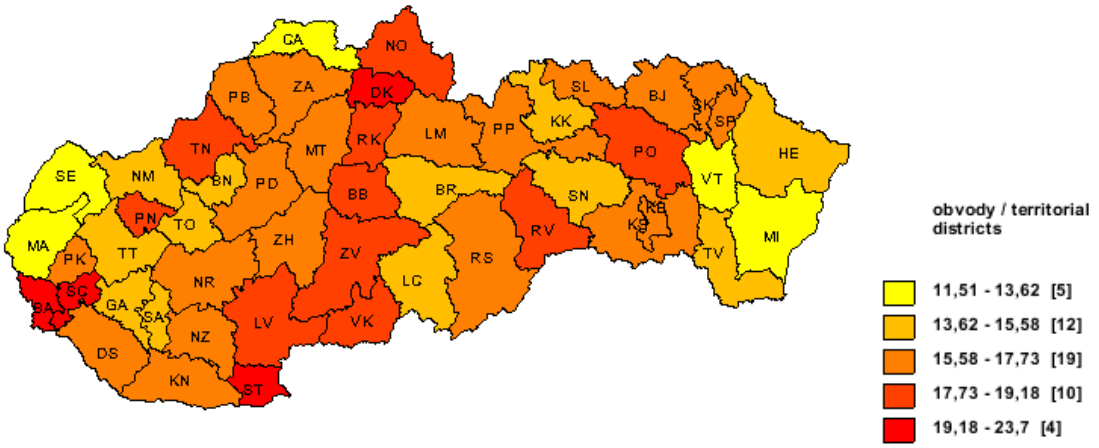
FKP : Club Parlementaire Fédératif (gauche)
IdP : Initiative pour la Pologne (centre-droit)
KPEiR : Parti National des Retraités (gauche)
KROB : La Confédération – Mouvement de Défense des Chômeurs
LPR : Ligue des Familles Polonaises (droite nationaliste)
NKW : Comité National des Electeurs (centre-droit)
NOP : Renaissance Nationale Polonaise (extrême-droite)
OKO : Comité National des Citoyens (indépendants)
PiS : Droit et Justice (droite conservatrice)
PLD : Parti Démocratique Paysan (agrariens)
PO : Plateforme Civique (centre-droit)
PPN : Parti National Polonais (extrême-droite)
PPP : Parti Polonais du Travail (extrême-droite)
PSL : Parti Paysan Polonais (agrariens)
Samoobrona : Autodéfense (gauche populiste)
SdPl : Social-Démocratie Polonaise
SLD – UP : Alliance de la Gauche Démocratique – Union du Travail (post-communistes)
UW : Union de la Liberté (centre libéral)
Zieloni 2004 : Les Verts (extrême-gauche)

Carte 1 : Taux de participation par *okres* (République tchèque)



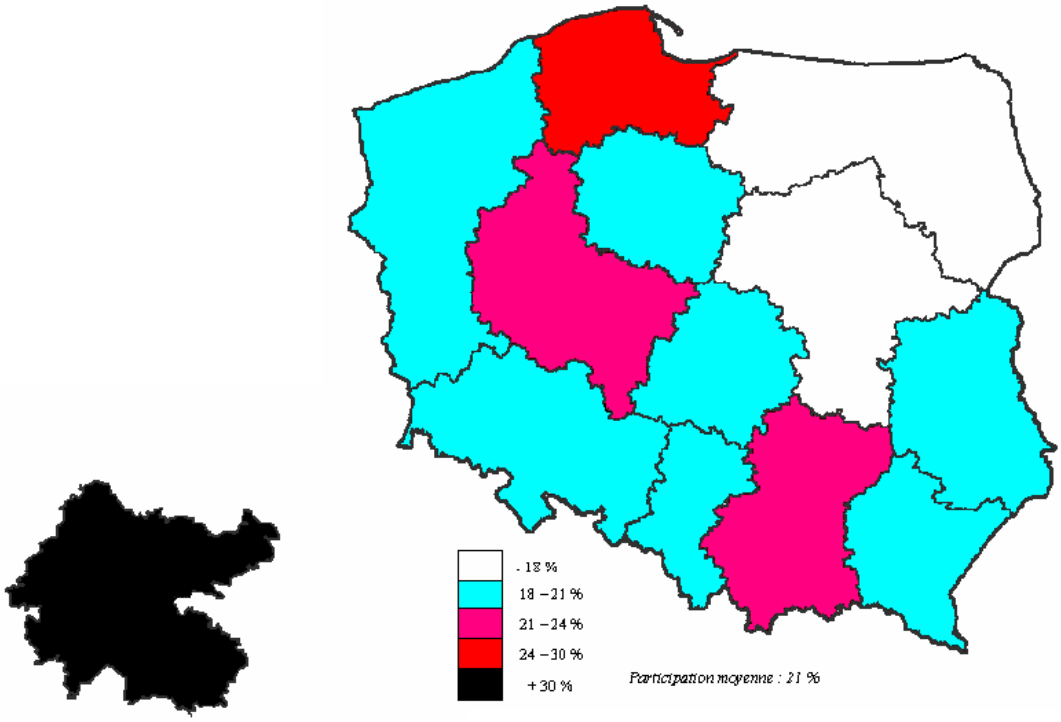
Elections au Parlement européen en République tchèque, 11-12 juin 2004.
Source : www.volby.cz

Carte 2 : Taux de participation par *okres* (Slovaquie)

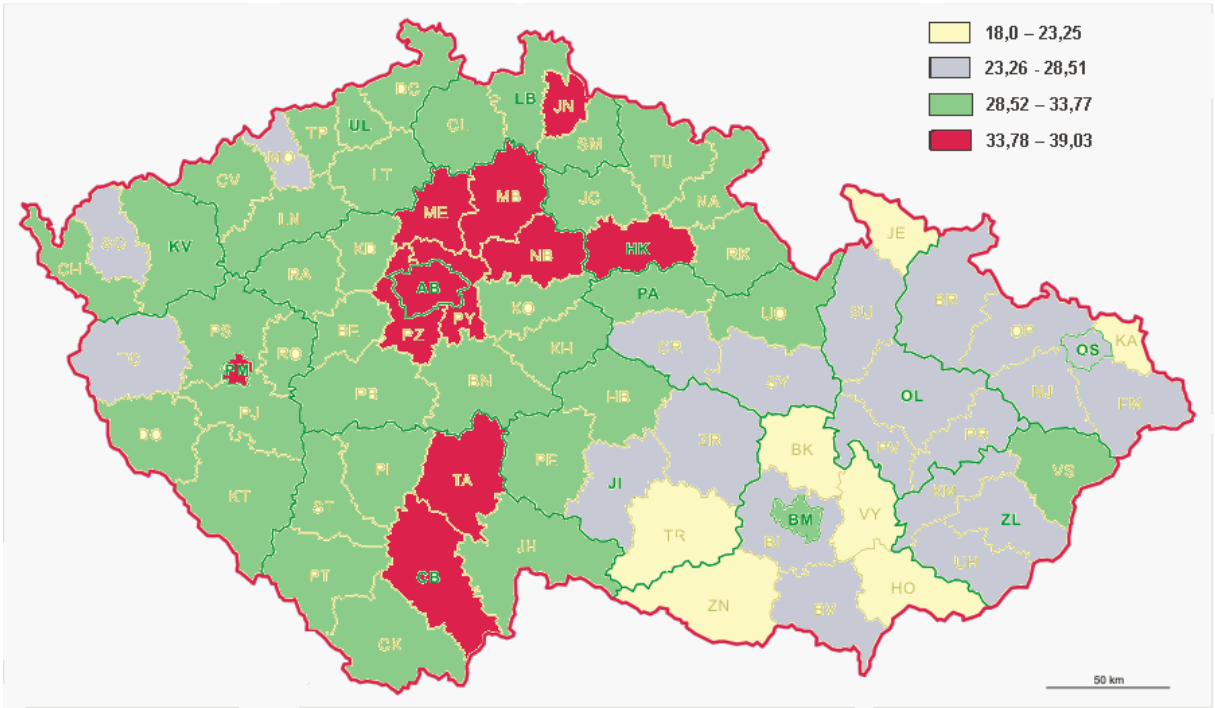


Elections au Parlement européen en Slovaquie, 13 juin 2004.
Source : www.statistics.sk

Carte 3 : Taux de participation par circonscription électorale (Pologne)

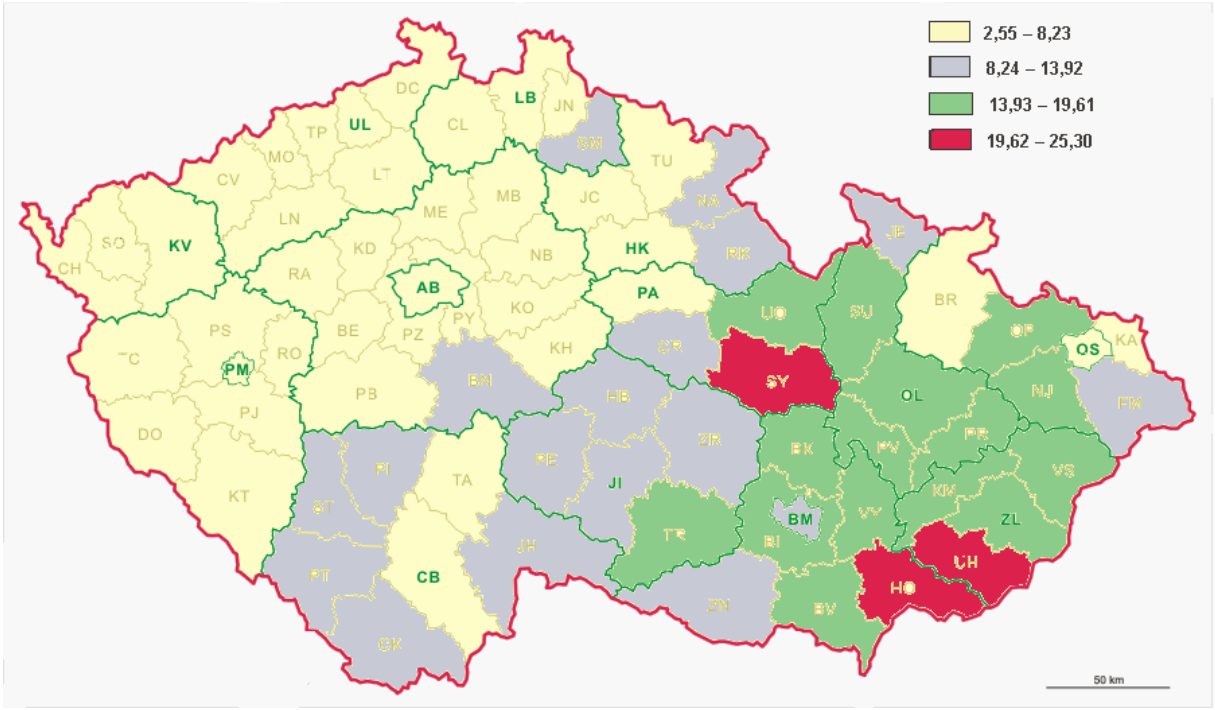


Carte 4 : Le vote ODS



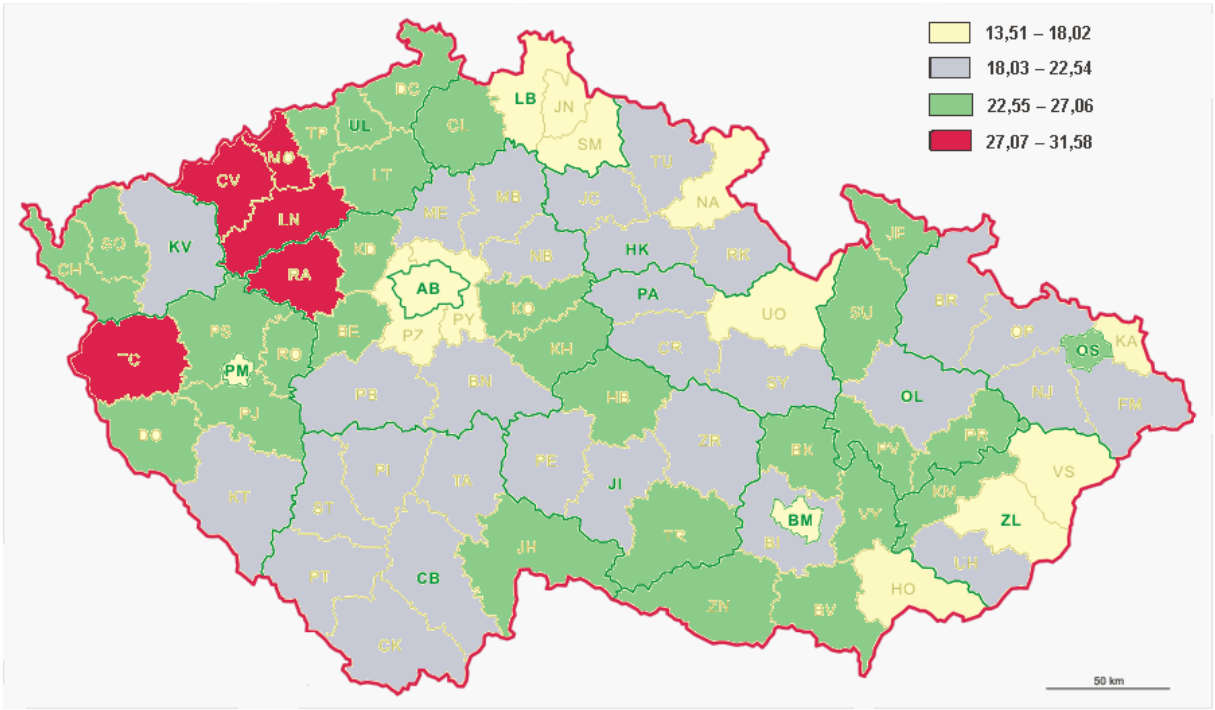
Elections au Parlement européen en République tchèque, 11-12 juin 2004.
Source : www.volby.cz

Carte 5 : Le vote KDU-ČSL



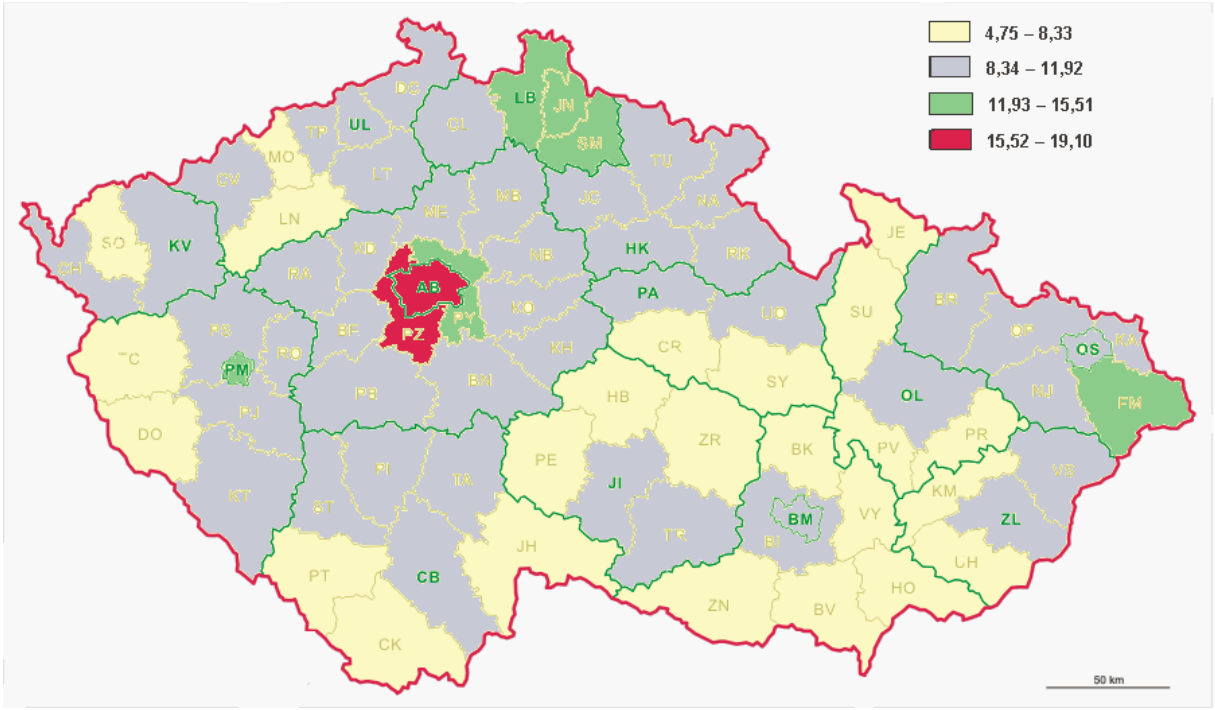
Elections au Parlement européen en République tchèque, 11-12 juin 2004.
Source : www.volby.cz

Carte 6 : Le vote KSČM



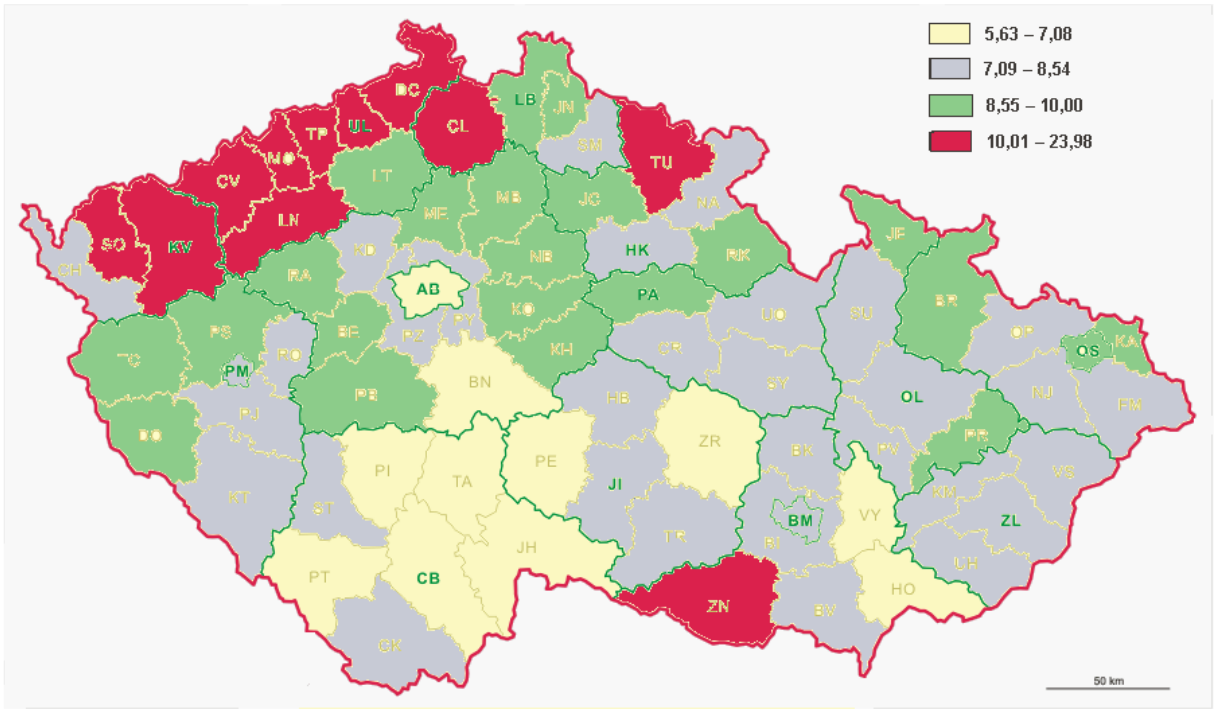
Elections au Parlement européen en République tchèque, 11-12 juin 2004.
Source : www.volby.cz

Carte 7 : Le vote SNK-ED (Josef Zieleniec)



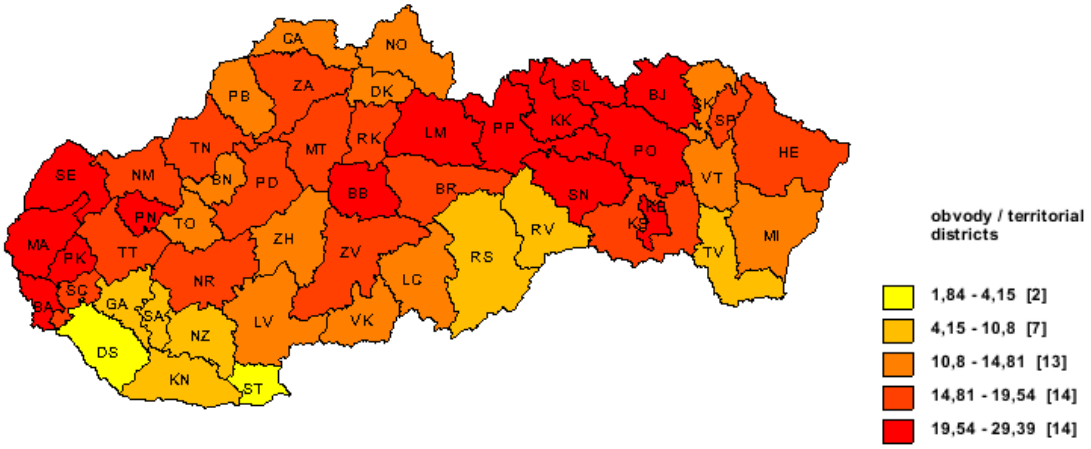
Elections au Parlement européen en République tchèque, 11-12 juin 2004.
Source : www.volby.cz

Carte 8 : Le vote *Nezávislí* (Vladimír Železný)



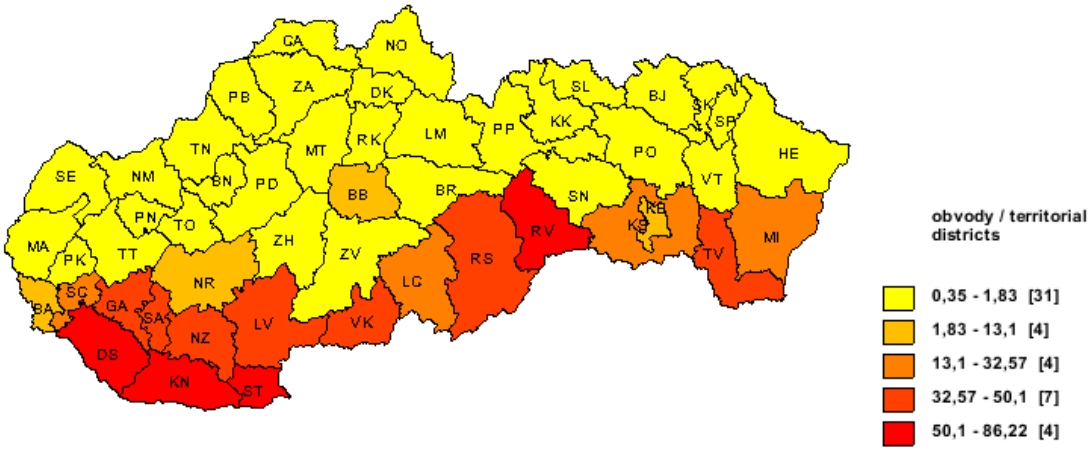
Elections au Parlement européen en République tchèque, 11-12 juin 2004.
Source : www.volby.cz

Carte 9 : Le vote SDKÚ



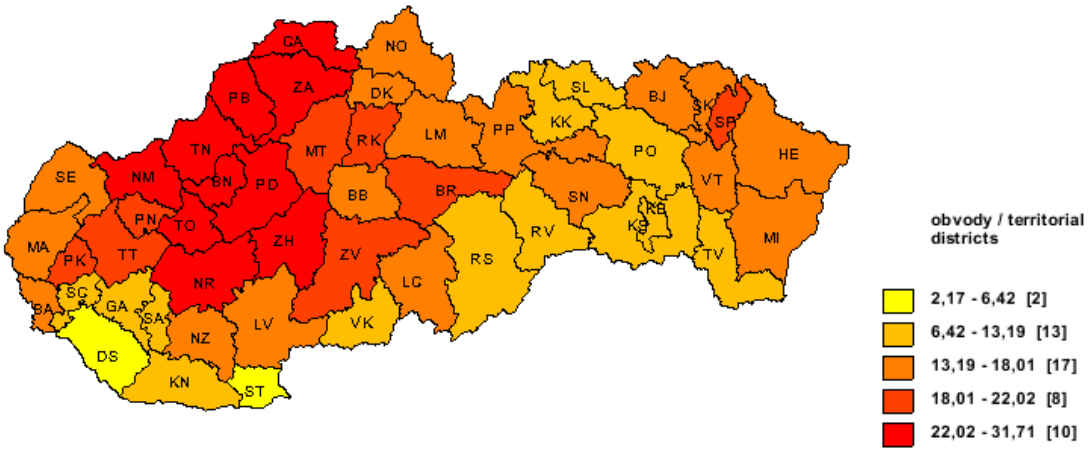
Elections au Parlement européen en Slovaquie, 13 juin 2004.
Source : www.statistics.sk

Carte 10 : Le vote SMK-MKP



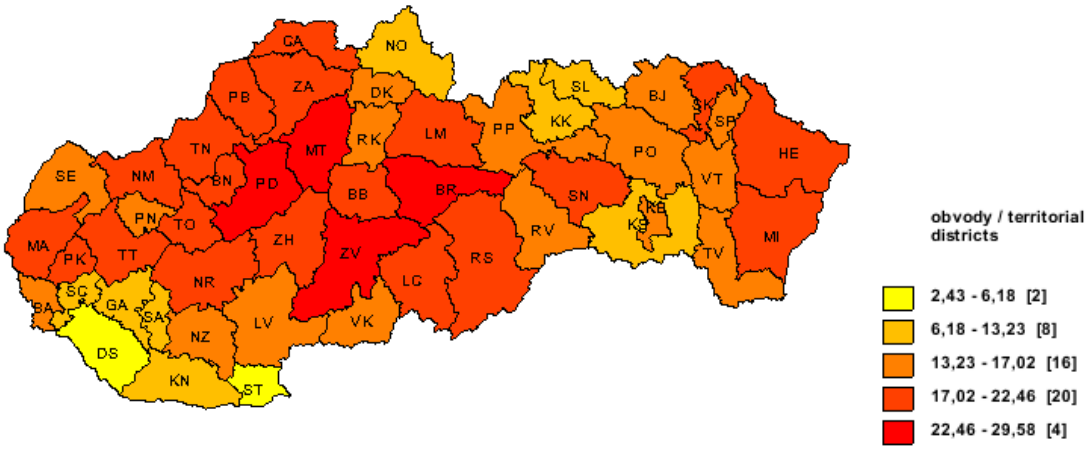
Elections au Parlement européen en Slovaquie, 13 juin 2004.
Source : www.statistics.sk

Carte 11 : Le vote ĽS-HZDS



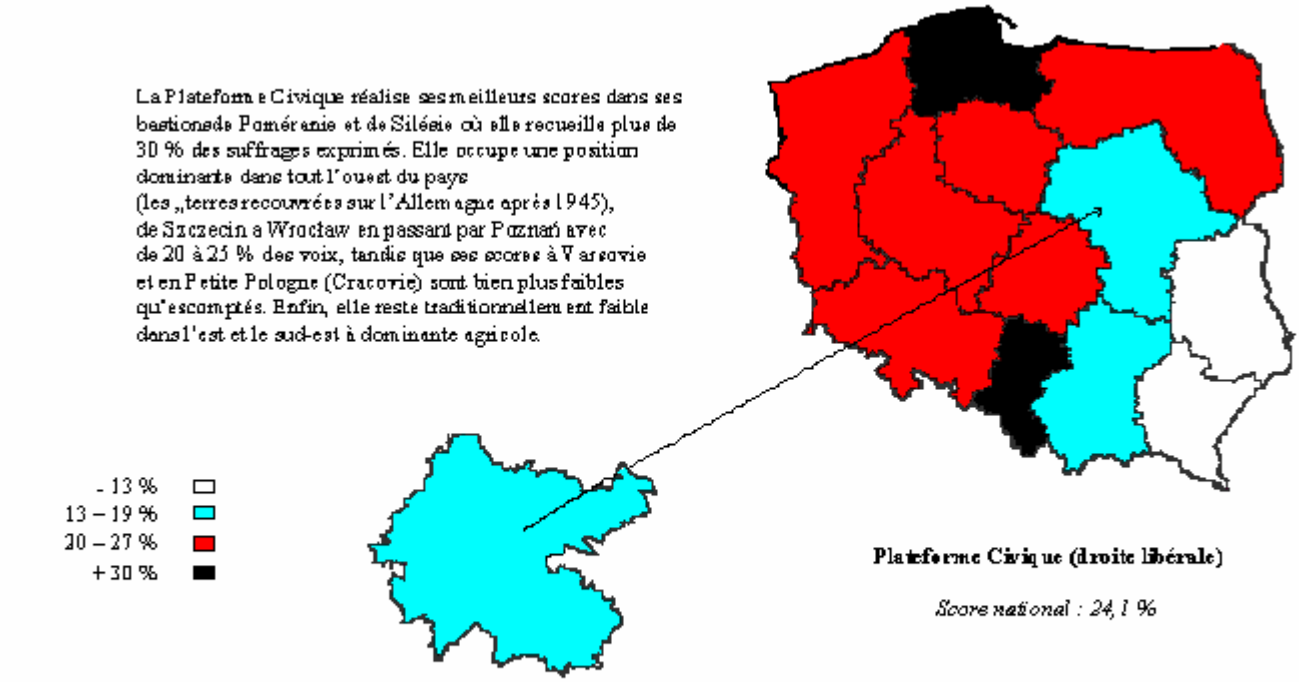
Elections au Parlement européen en Slovaquie, 13 juin 2004.
Source : www.statistics.sk

Carte 12 : Le vote *Smer*



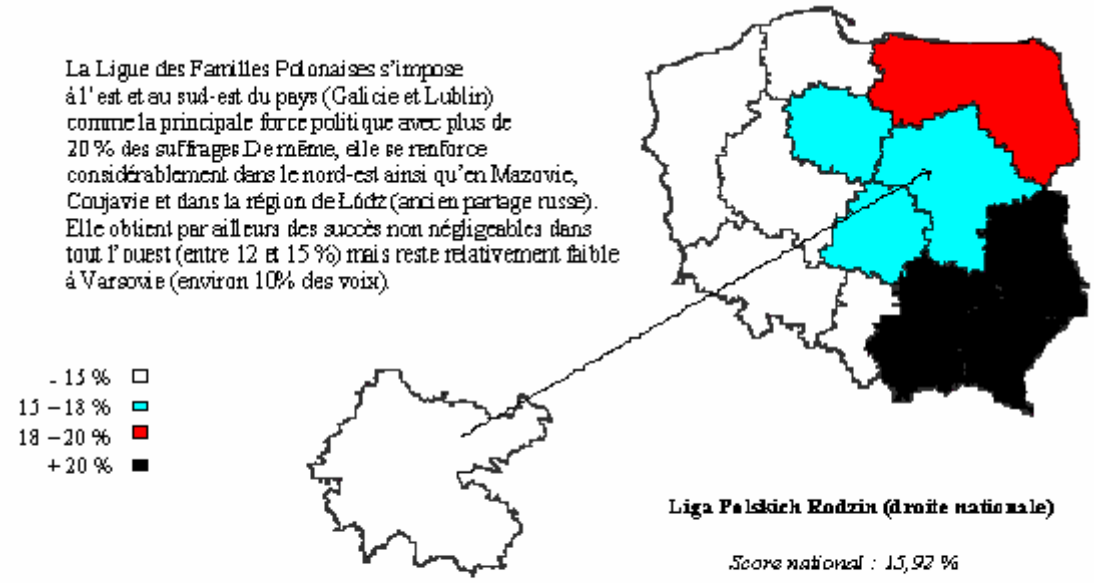
Elections au Parlement européen en Slovaquie, 13 juin 2004.
Source : www.statistics.sk

Carte 13 : Le vote pour la Plateforme Civique



Sources : Commission Électorale (www.pkw.gov.pl)

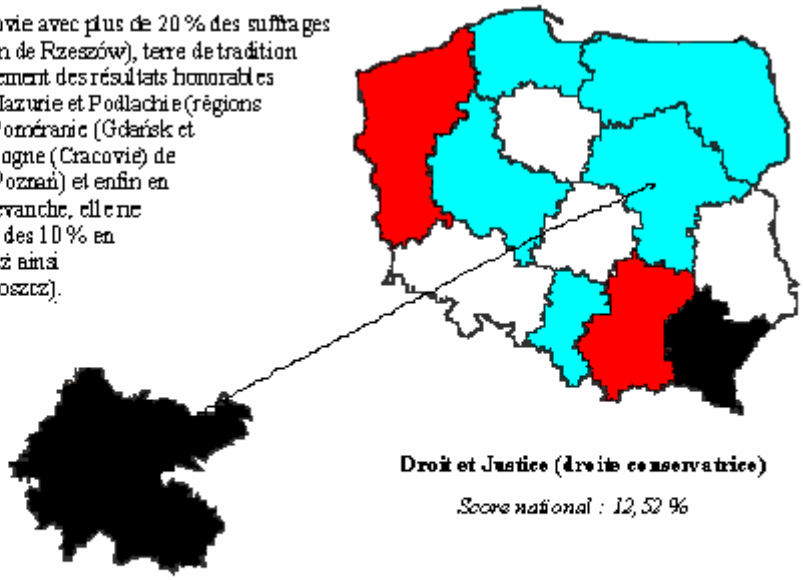
Carte 14 : Le vote pour la Ligue des Familles Polonaises



Sources : Commission Électorale (www.pkw.gov.pl)

Carte 15 : Le vote pour Droit et Justice

PiS s'impose largement à Varsovie avec plus de 20 % des suffrages ainsi qu'en Subcarpathie (région de Rzeszów), terre de tradition conservatrice. Elle obtient également des résultats honorables (entre 10 et 15 %) en Varmie-Mazurie et Podlachie (régions d'Olsztyn et de Bialystok), en Poméranie (Gdańsk et Szczecin) ainsi qu'en Petite Pologne (Cracovie) de même qu'en Grande Pologne (Poznań) et enfin en Haute-Silésie (Katowice). En revanche, elle ne parvient pas à dépasser la barre des 10 % en Basse-Silésie (Wroclaw), à Łódź ainsi qu'en Coujavie (Toruń et Bydgoszcz).



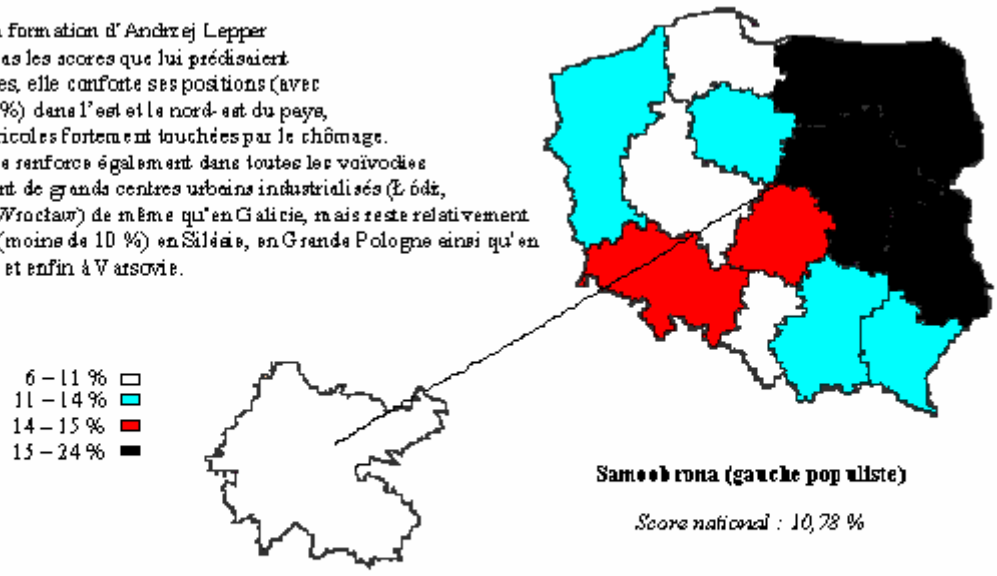
Droit et Justice (droite conservatrice)

Score national : 12,52 %

Sources : Commission Électorale (www.pkw.gov.pl)

Carte 16 : Le vote pour *Samoobrona*

Même si la formation d'Andrzej Lepper n'obtient pas les scores que lui prédisaient les sondages, elle conforte ses positions (avec plus de 15 %) dans l'est et le nord-est du pays, régions agricoles fortement touchées par le chômage. Mais elle se renforce également dans toutes les voïvodies où dominent de grands centres urbains industrialisés (Łódź, Szczecin, Wroclaw) de même qu'en Galicie, mais reste relativement marginale (moins de 10 %) en Silésie, en Grande Pologne ainsi qu'en Poméranie et enfin à Varsovie.

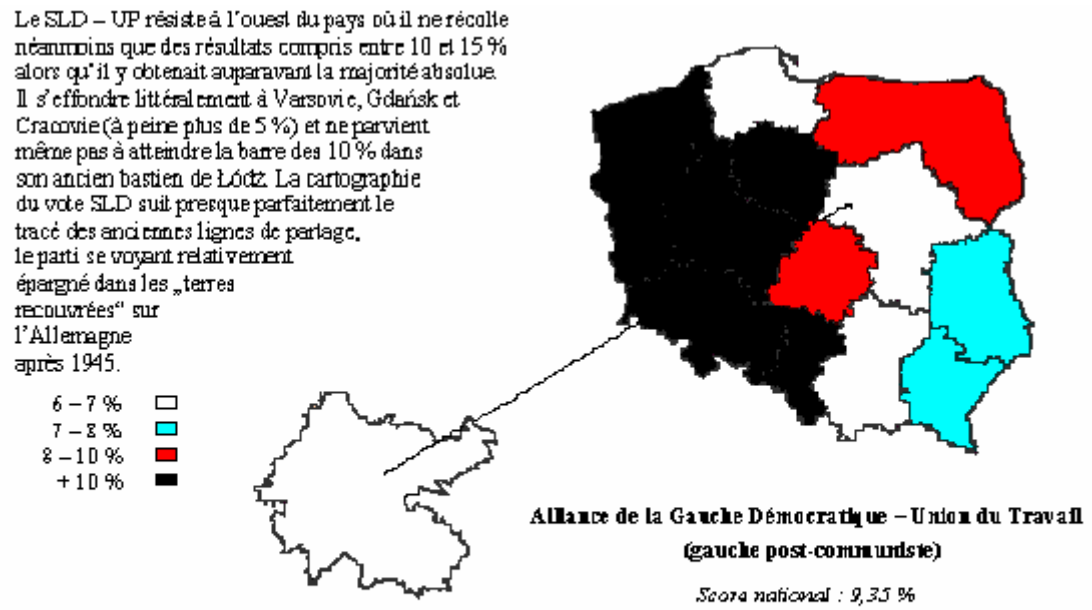


Samoobrona (gauche populiste)

Score national : 10,78 %

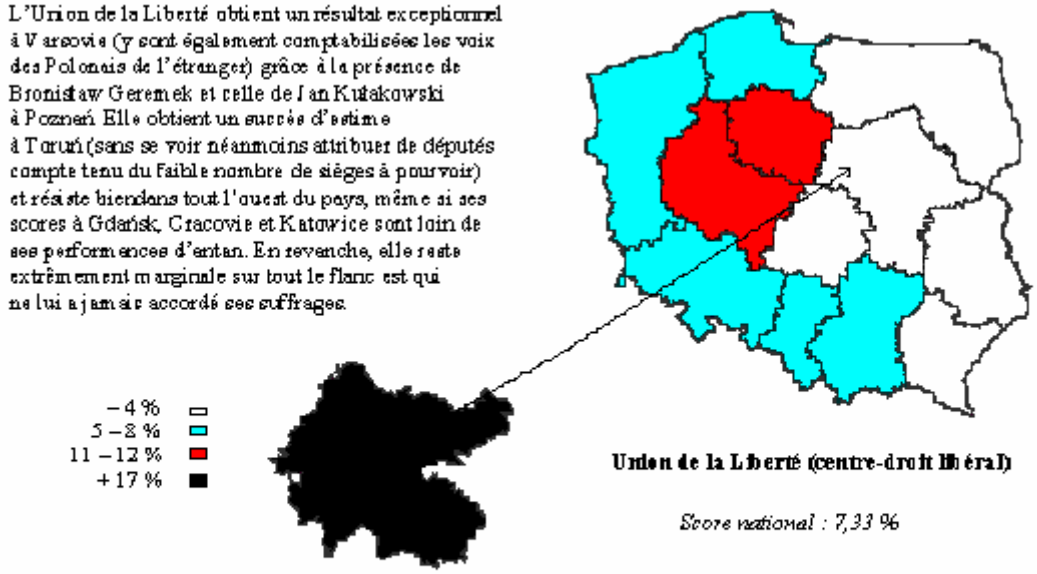
Sources : Commission Électorale (www.pkw.gov.pl)

Carte 17 : Le vote pour le SLD - UP



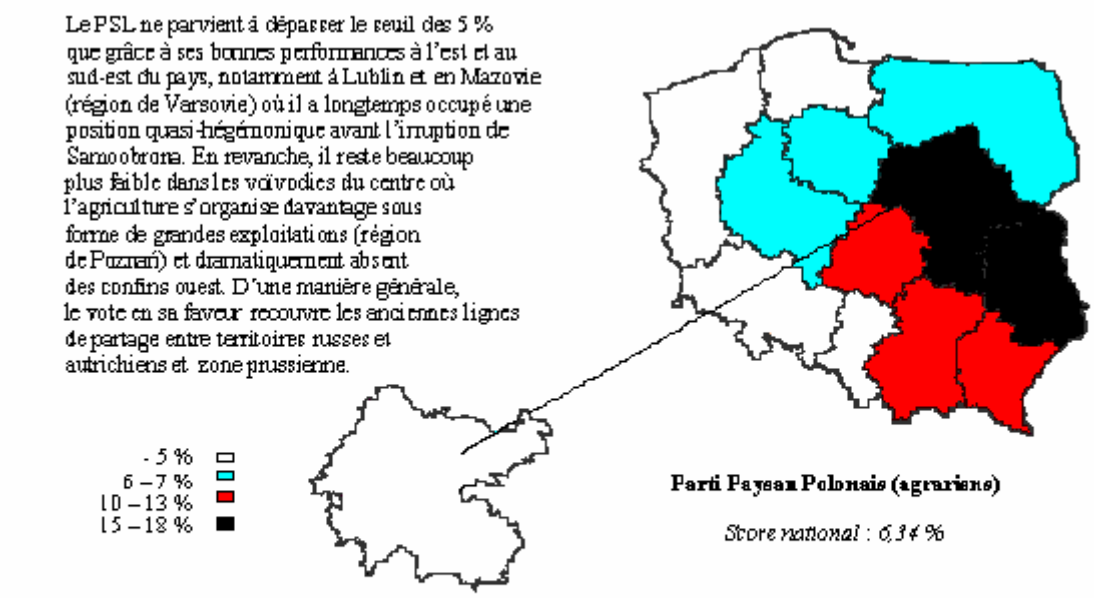
Sources : Commission Électorale (www.pkw.gov.pl)

Carte 18 : Le vote pour l'Union de la Liberté



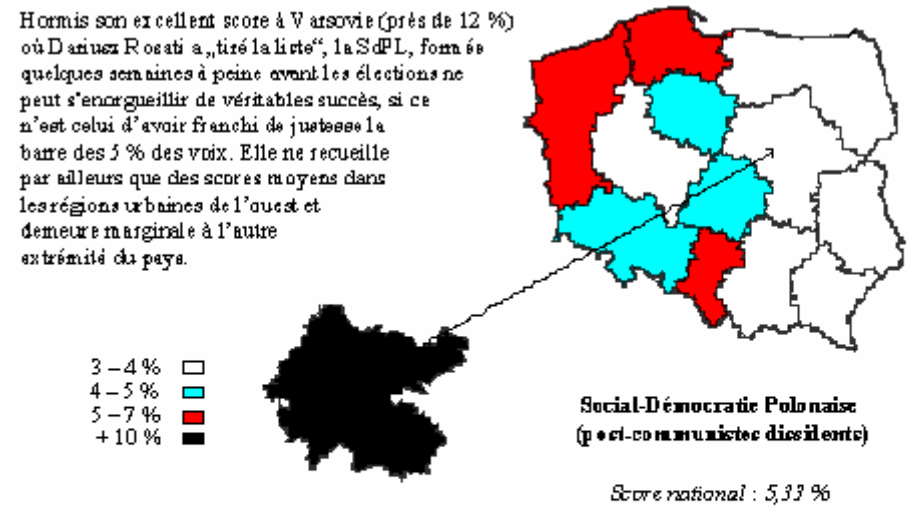
Sources : Commission Électorale (www.pkw.gov.pl)

Carte 19 : Le vote pour le PSL



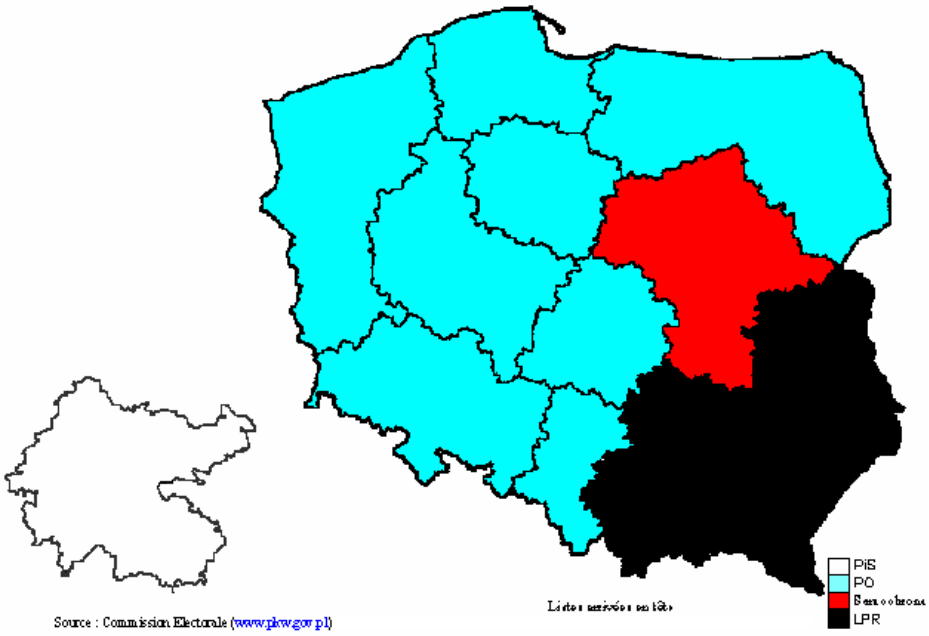
Source : Commission Electorale (www.pkw.gov.pl)

Carte 20 : Le vote pour la SdPl

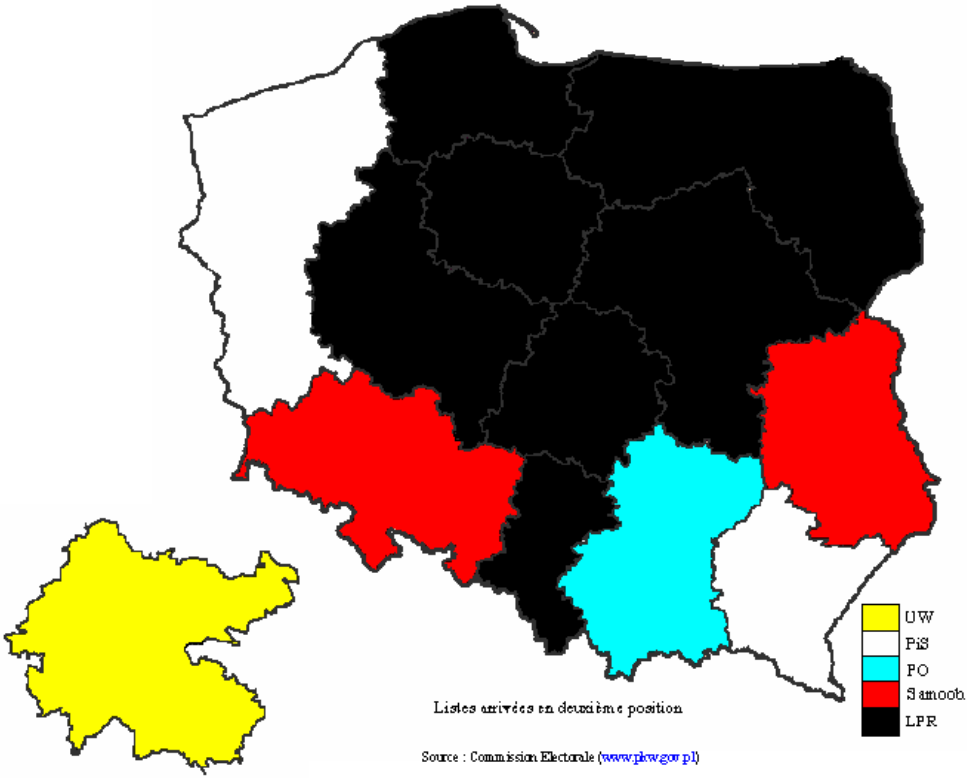


Sources : Commission Electorale (www.pkw.gov.pl)

Carte 21 : Listes arrivées en tête



Carte 22 : Listes arrivées en deuxième position



Publications du CEFRES

Éditions du CEFRES

— Miroslav NOVÁK. - "Une transition démocratique exemplaire? L'émergence d'un système de partis dans les Pays tchèques", 1997. 190 p.

— Laurent BAZAC-BILLAUD. - "Kroměříž '98 : Pour une Moravie nouvelle / Budoucnost zatopených území ", 1997. 90 p.

— Muriel BLAIVE, Georges MINK (dir.). - "Benešovy dekrety. Budoucnost Evropy a vyrovnávání se s minulostí ", 2003. 123 p.

— Maxime FOREST, Georges MINK (dir.). - "Post-communisme: les sciences sociales à l'épreuve", 2003. 221 p.

Cahiers du CEFRES

— „Sociální a politická proveditelnost ekonomické reformy v Československu". *Cahiers du CEFRES n° 1*, 1992, 70 p.

— „La faisabilité socio-politique de la réforme économique en Tchécoslovaquie". *Cahiers du CEFRES n° 1*, 1992, 72 p.

— Jean-Marc SIROEN - „Nacionalismus v ekonomických vztazích", Michel AGLIETTA - „Měna a centrální banky", Yves BOURDEL, Inge PERSSON - „Dlouhodobá nezamìstnanost". *Cahiers du CEFRES n° 2*, 1993, 80 p.

— „Politická a ekonomická transformace v zemích střední a východní Evropy". *Cahiers du CEFRES n° 3*, 1993, 154 p.

— „Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale". *Cahiers du CEFRES n° 3f*, 1994, 228 p.

— Olivier BOUIN - „La privatisation par coupons dans l'ex-Tchécoslovaquie: analyse du mécanisme d'enchères et de ses résultats". *Cahiers du CEFRES n° 4*, 1993, 108 p.

— „Modernismus před a po/Le modernisme ante et post".
Cahiers du CEFRES n° 5, 1994, 48 p.

— „Dějiny a paměť - odboj a kolaborace za druhé světové války". *Cahiers du CEFRES n° 6*, 1995, 96 p.

— „Histoire et mémoire : résistance et collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale". *Cahiers du CEFRES n° 6f*, 1997, 112 p.

— „Questions urbaines : Prague et ses nouveaux quartiers". *Cahiers du CEFRES n° 7,* 1994, 158 p.

— „Problematika města: Praha a její nové čtvrtě",
Cahiers du CEFRES n° 7, 1995, 142 p.

— „Antologie francouzských společenských věd: antropologie, sociologie, historie".
Cahiers du CEFRES n° 8, 1995, 236 p.

— „Území v procesu změn". *Cahiers du CEFRES n° 9*, 1995, 240 p.

— „Territoires en mutation". *Cahiers du CEFRES n° 9f*, 1995, 288 p.

— „Antologie francouzských společenských věd: Město".
Cahiers du CEFRES n° 10, 1996, 126 p.

— „Původní a noví vlastníci - strategie nabývání majetku ve střední a východní Evropě". *Cahiers du CEFRES n° 11*, 1996, 278 p.

— „Anciens et nouveaux propriétaires : stratégies d'appropriation en Europe centrale et orientale". *Cahiers du CEFRES n° 11f*, 1997, 310 p.

— „Antologie francouzských spoleěenských věd: Zprostředkování a prostředníci v kultuře". *Cahiers du CEFRES n° 12*, 1997, 182 p.

— „Antologie francouzských společenských věd: Politika pamti". *Cahiers du CEFRES n° 13*, 1998, 198 p.

— „Společné pohledy na Evropu". *Cahiers du CEFRES n° 14*, 1998, 120 p.

— „Regards communs sur l'Europe". *Cahiers du CEFRES n° 14f*, 1998, 128 p.

— „Transmise kultury a škola". *Cahiers du CEFRES n° 15*, 1998, 220 p.

— „Vznikání demokratické praxe v České republice. Lokální politika, neziskový a výrobní sektor". *Cahiers du CEFRES n° 16*, 1999, 130 p.

— „Emergence des pratiques démocratiques en République tchèque. Politique locale, secteur associatif et entreprises". *Cahiers du CEFRES n° 16f*, 1999, 130 p.

— „Antologie francouzských společenských věd. Úvahy nad 20. stoletím". *Cahiers du CEFRES n° 17*, 1999, 89 p.

— „Slova Města". *Cahiers du CEFRES n° 18*, 2000, 239 p.

— „Antologie francouzských společenských věd. Úvahy nad 20. stoletím". *Cahiers du CEFRES n° 19*, 2000, 214 p.

— „Co nevíme o první Československé republice". *Cahiers du CEFRES n° 20*, 2000, 114 p.

— „Historie vědy a techniky. Historiografie vědy a techniky, komparace vývoje oboru ve Francii a v České republice". *Cahiers du CEFRES n° 21*, 2001, 138 p.

— „ Česko-francouzský dialog o dějinách evropské rodiny". *Cahiers du CEFRES n° 22*, 2001, 118 p.

— „Padesát let francouzské filosofie". *Cahiers du CEFRES n° 23*, 2001, 113 p.

— „L'enseignement supérieur en France et en République tchèque : perspectives européennes" = „Vysoké školství v České republice a ve Francii: evropské perspektivy". *Cahiers du CEFRES n° 24*, 2001, 158 p.

— „Les politiques étrangères des États satellites de l'URSS 1945-1989". *Cahiers du CEFRES n° 25*, 2001, 151 p.

— „Mémoires du communisme en Europe centrale". *Cahiers du CEFRES n° 26*, 2001, 261 p.

— „Le droit communautaire de la consommation et sa transposition dans les Etats membres et dans les pays candidats (les exemples français et tchèque)". *Cahiers du CEFRES n° 27f*, 2001, 177 p.

— „Spotřebitelská legislativa EU a její implementace do práva členského a kandidátského státu (na příkladu Francie a České republiky)". *Cahiers du CEFRES n° 27*, 2001, 177 p.

— „Matematik Pierre de Fermat". *Cahiers du CEFRES n° 28*, 2002, 202 p.

— „Francouzská inspirace pro společenské vědy v českých zemích". *Cahiers du CEFRES n° 29*, 2003, 246 p.

— „L'inspiration française dans les sciences sociales en Pays tchèques". *Cahiers du CEFRES n° 29f*, 2004, en préparation.

Documents de travail

— Ariane Pailhé : „Inégalités professionnelles selon le sexe dans les pays d'Europe centrale en transition : une approche théorique". *Documents de travail* n° 1, octobre 1995.

— Muriel Blaive : „Le Parti communiste tchécoslovaque et la société entre 1948 et 1951 : actions et réactions". *Documents de travail* n° 2, décembre 1995.

— Daphné Bouteillet : „Une approche critique de la politique tchèque en matière d'accord de réadmission". *Documents de travail,* n° 3, janvier 1996.

— Marlène Laruelle : „'Střední Evropa' : une autre écriture de la nation ?" *Documents de travail* n° 4, février 1996.

— Catherine Perron : „Engagement et itinéraires politiques dans la commune est-allemande de Hoyerswerda". *Documents de travail* n° 5, avril 1996.

— Magdaléna Hadjiisky : „La Fin du Forum civique et la naissance du Parti civique démocratique (janvier 1990 - avril 1991)". *Documents de travail* n° 6, mai 1996.

— Thomas Kergall - Pavel Hroboň : „Economic Evaluation of Health Care Services: Potential for Reforms in the Czech Republic. Where Do We Stand Today ?" *Documents de travail* n° 7, juin 1996.

— Anne Madelain : „Les Revues culturelles *samizdat* tchèques (1968-1989) : enjeux d'une 'culture *parallèle*' ". *Documents de travail* n° 8, juillet 1996.

— Anne Bazin : „Le Retour de la question allemande dans la vie politique tchèque : du discours dissident à la réalité politique (1968-1994)". *Documents de travail* n° 9, février 1997.

— Jitka Malečková : „La perception de la femme dans le contexte inégalitaire de l'évolution mondiale". *Documents de travail* n° 10, mai 1997.

— Angèle Postolle : „Vers la constitution d'un ordre juridique européen des Tsiganes : les éléments de la protection internationale des Roms d'Europe centrale". *Documents de travail* n° 11, juin 1997.

— Christine Vendredi : „Le verre dans l'architecture tchécoslovaque - Les pavillons des expositions". *Documents de travail* n° 12, septembre 1997.

— Etienne Boisserie : „Evolution relative à la question des droits culturels des minorités nationales et groupes ethniques en Slovaquie depuis l'indépendance". *Documents de travail* n° 13, octobre 1997.

— Etienne Boisserie : „Les élections présidentielles en Slovaquie en 1998 dans le contexte des élections législatives de septembre". *Documents de travail* n° 14, juin 1998.

— Marlène Laruelle : „L'histoire en Pays tchèques : pratique et discours chez Kamil Krofta (1876-1945)". *Documents de travail* n° 15, juillet 1998.

— Laure Neumayer : „Opinions publiques et partis politiques face à l'intégration européenne en Hongrie, Pologne et République tchèque". *Documents de travail* n° 16, septembre 1998.

— Françoise Noirant : „*Passages de l'Est* de Danièle Sallenave : une vision française (et marxiste) des Démocraties Populaires en 1992". *Documents de travail* n° 17, octobre 1998.

— Birgit Müller (project leader) : „*The Council of Europe after Enlargment: an Anthropological Enquiry*". *Documents de travail* n° 18, juillet 1999.

— Sandrine Devaux : „Les organisations de jeunesse en République tchèque : illustration d'un phénomène de reconversion-adaptation". *Documents de travail* n° 19, septembre 2001.

— Michel Perottino : „Partis politiques, État de partis, système de partis et pluralisme sous la Première république tchécoslovaque, ou les vicissitudes d'un 'modèle tchécoslovaque' surestimé.". *Documents de travail* n° 20, septembre 2001.